

# LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1737  
du 3 au 9 avril 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

« Aucun homme n'est une île. »

John Donne

(et en chanson par Dennis Brown)



M 02137 - 1737 - F: 2,00 €



Madrid marche pour la dignité **PAGE 8**



Génération identitaire, groupuscule d'extrême-droite, a décidé de lancer ses propres « patrouilles de sécurisation ». Des groupes investissent les métros et les bus, de Lille d'abord, de Lyon ensuite. Le but de ces fachos: occuper le terrain. Vêtus de blousons jaunes affichant « Génération anti-racaille », ils tentent de populariser le raccourci islamophobe bien connu « immigration-islamisation-insécurité ». Ces milices ont de quoi faire froid dans le dos. Il y a encore cinq ans, il n'aurait pas été possible pour de tels groupes de se promener à visage découvert. Autre exemple: le groupe Manif pour tous qui se « professionnalise » et se prend pour le ministère de la Famille. Le 8 mars, devant des milliers de sympathisants, il a rendu les conclusions de son Grenelle de la famille. Sur la base de la liste publiée sur leur site, 656 élus les soutiendraient aujourd'hui. Les journaux ont beau jeu de nous faire peur et de manifester leur « étonnement » et leur « inquiétude » devant les résultats du Front national aux élections. Comme chaque fois depuis trente ans où le FN fait plus de 3 %, l'on feint de s'affoler selon un schéma parfaitement orchestré. Ce n'est pourtant pas une victoire du Front national qui permet à des groupes fascistes d'oser relever la tête et de passer à l'offensive. On a l'habitude de prétendre que la montée du FN est due à la déception de certains face aux politiques gouvernementales traditionnelles. Est-ce bien sûr? On a rarement vu les partis traditionnels majoritaires (UMP et PS) assumer des politiques aussi liberticides et criminelles. Comment s'étonner qu'une partie des Français s'habitue à de telles idées, en réclame plus et finisse par préférer l'original aux copies ?

## Actualité

**Accord sur l'assurance chômage**, par G. Goutte, page 3

**Toujours plus pour expulser plus**, par Pavillon noir, page 5

**Météo syndicale**, par J.-P. Germain, page 6

## International

**Berkin: un nom synonyme d'émeute**, par RAA-DAF, page 7

**Marche de la dignité à Madrid**, par R. Pino, page 8

**Rwanda: misère nationaliste**, par F. Graner, page 10

## Arguments

**Sorcières, Juifs et sodomites**, par P. Schindler, page 12

## Histoire

**Mon entretien avec Lénine (1918)**, par N. Makhno, page 17

## À voir

**Un regard noir sur la révolution syrienne**, par Violette, page 20

## Le mouvement

**Info tour de l'ABC Belarus**, par Violette, page 21

## Illustrations

**Aurelio, Jhano, Krokaga, Valère**

### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 1 n<sup>o</sup> hors série, les gratuits  25 €

6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 2/3 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  50 €

1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 5/6 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an  95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



# Accord sur l'assurance chômage Quand il n'y aura plus rien dans nos **poches**, alors, ils prendront nos poches...



**Guillaume Goutte**

*Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste*

**MALGRÉ UN RELATIF MUTISME** des grands médias à ce sujet – élections municipales et crash aérien ayant toutes les attentions des rédactions en chef –, la mobilisation sociale contre les résultats honteux de la « négociation » sur l'assurance chômage se poursuit, notamment à Paris, et ce malgré la répression organisée par le pouvoir socialiste. Signé par le Medef et la CGPME – côté patronat –, la CFDT, la CFTC et FO – côté salariés, prétendent-ils... –, l'accord pondu dans la nuit du 21 au 22 mars 2014 modifie drastiquement les règles d'indemnisation de certains chômeurs. L'idée ? Réaliser plusieurs centaines de millions d'euros d'économie pour faire face au déficit de l'Unedic, lequel serait sur le point de dépasser les 4 milliards d'euros. Tentatives d'explication.

## Les petits gestes du patronat

### Les droits rechargeables

L'accord national interprofessionnel (ANI) signé en janvier 2013 l'avait évoqué, c'est désormais chose faite : à partir du 1<sup>er</sup> juillet

prochain, les chômeurs indemnisés pourront accumuler leurs droits chaque fois qu'ils retrouveront du travail (jusque-là, une partie était systématiquement perdue). Ainsi, lorsqu'un chômeur arrivera au terme de son indemnisation, il pourra « recharger » son compte avec les allocs qu'il aura obtenues pour les heures retravaillées depuis l'acquisition des droits qui prennent fin à ce moment-là.

### Cumul simplifié

Parallèlement, le principe d'activité réduite – cumuler petits jobs et allocation – sera, dit-on, simplifié, avec, désormais, la suppression de la restriction de quinze mois (qui, souvent, générait beaucoup de trop-perçu que Pôle emploi demandait ensuite aux chômeurs de rembourser – allant jusqu'à pousser certains au suicide). Un mieux ? Là encore, cela aurait pu l'être, mais le patronat n'a pu s'empêcher d'exiger que, désormais, l'allocation soit ainsi calculée : le montant de l'allocation mensuelle sans activité – 70 % du salaire

obtenu par l'activité réduite effectuée dans le mois. Un coup dur pour les travailleurs précaires concernés, et notamment pour les intérimaires, lesquels bénéficiaient jusque-là des acquis de l'annexe IV, soit une durée d'affiliation comptabilisée en heures et non en jours et, surtout, une absence de seuil pour le cumul alloc-salaire.

Droits rechargeables et simplification perverse du principe d'activité réduite (dont on se serait bien passé au final), c'est bien là tout ce que le patronat a « lâché » pendant ces négociations. Une amélioration toute relative et en demi-teinte, donc, accordée pour faire avaler aux travailleurs les autres décisions – très sévères – et pour permettre aux quelques organisations syndicales signataires (CFDT, CFTC et FO) de justifier une énième trahison.

### La saignée des autres

Ce que le patronat a donné d'un côté (les droits rechargeables, soit 400 millions d'euros), il le reprend de l'autre, non sans avoir doublé la somme de la donne initiale en

réclamant... 800 millions d'euros. Première mesure souhaitée et entérinée par l'accord? Rien de moins qu'abaisser le taux de remplacement du salaire à 57 % (au lieu de 57,4 %) pour les travailleurs ayant jusqu'alors touché un salaire mensuel de plus de 2 000 euros brut (un revenu sans doute exagérément élevé pour ces habitués des parachutes dorés...).

Et ce n'est pas tout. Petit zoom sur le reste.

### Allocations retardées

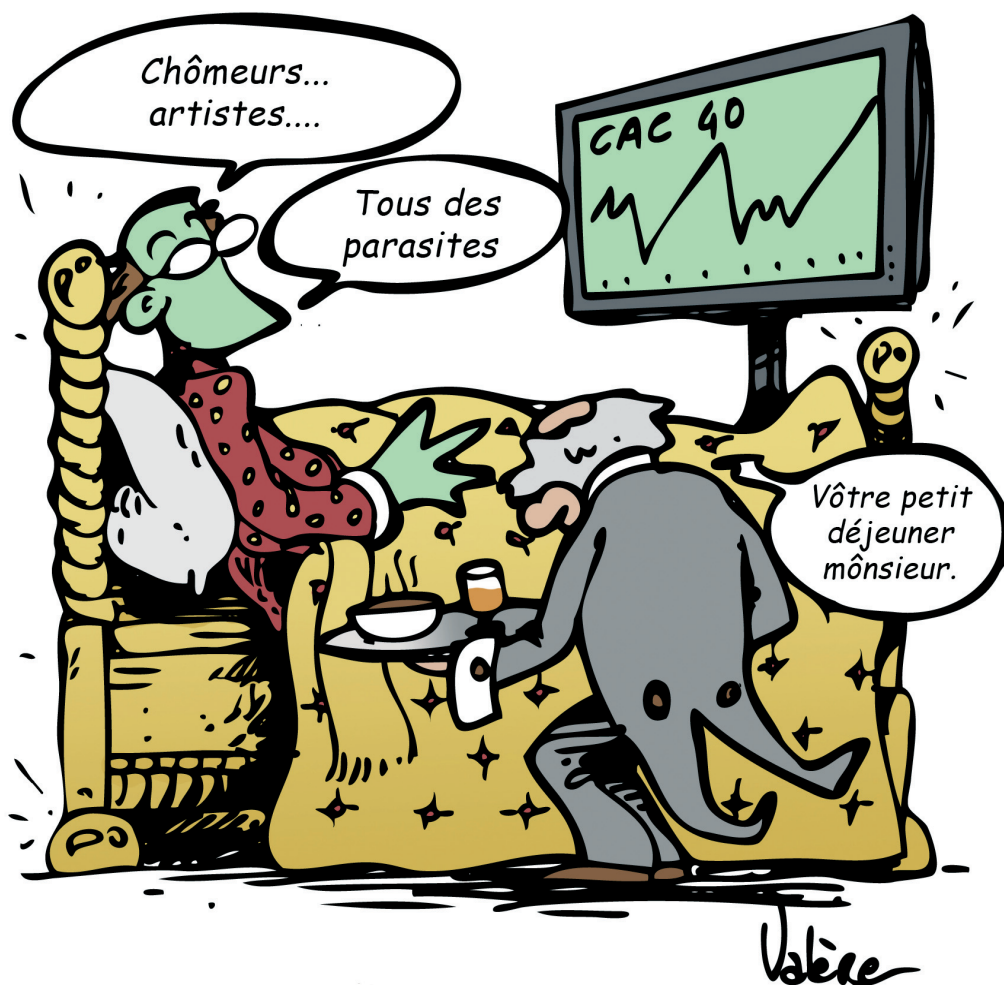
Les salariés qui, licenciés, parviendront à arracher à leur patron des indemnités supérieures à celles prévues par la loi – les fameuses indemnités supralégales – seront désormais contraints de patienter cent quatre-vingts jours (au lieu de soixante-quinze) pour toucher leurs allocations chômage<sup>1</sup>. Si la CFDT prétend voir dans cette mesure un moyen de lutter contre les ruptures conventionnelles à répétition – qui, en effet, servent trop souvent à déguiser des licenciements –, on y voit surtout une manière de pousser les travailleurs à revoir leurs exigences à la baisse en termes de demandes d'indemnités quand ils se font sortir de l'entreprise.

### Le régime des intermittents amoiché

Ce n'est un secret pour personne : le patronat a toujours rêvé de se débarrasser du statut d'intermittent du spectacle. Et, aujourd'hui, alors que le drapeau rose flotte sur l'Élysée, le gouvernement est sur le point de satisfaire ce caprice vénal. Ainsi, le plafond du cumul salaire-allocations des intermittents sera rabaissé à 5 475 euros brut.

En outre, les 112 000 intermittents du spectacle devront subir un différé d'indemnisation qui les obligera à attendre plusieurs semaines avant de toucher des allocations pour lesquelles ils ont pourtant cotisé. Enfin, car ce n'est pas tout, les cotisations sur les salaires des intermittents passeront de 10,8 % à 12,8 % (total des parts patron et salariés), une mesure imbécile qui non seulement diminuera les revenus directs des intermittents, mais fragilisera également l'activité des petites structures du monde du spectacle indépendant.

Gardons également à l'esprit que, comme il l'a annoncé début mars, le Medef aspire à ce que ce régime particulier disparaisse rapidement. En cela, il peut déjà compter sur tous ces grands médias qui n'ont cessé de présenter les intermittents du spectacle comme des petits privilégiés pour mieux les désigner ensuite comme les responsables des divers déficits. «Ce sont des assistés», tentent-ils de nous faire croire, en oubliant sans doute que, jusqu'à maintenant, c'est au patronat que le gouvernement a accordé plus de 30 milliards d'euros de cadeaux fiscaux...



### Les seniors aussi vont casquer

Jusqu'à-là dispensés de payer les cotisations à l'Unedic, les salariés de plus de 65 ans seront désormais obligés de verser leur part à l'organisme d'indemnisation.

### La réjouissance des gagnants

Désireux d'obtenir un accord sur l'assurance chômage avant le premier tour des élections municipales, Michel Sapin, le ministre du Travail, était tout heureux à l'annonce de la fin des négociations. Il est allé jusqu'à se féliciter de «la responsabilité dont ont fait preuve les partenaires sociaux gestionnaires de l'assurance chômage». La CFDT s'est dite satisfaite d'avoir protégé les plus faibles (sic) et FO s'est montrée rassurée que le patronat ne soit pas allé... trop loin! Un bon foutage de gueule, en somme, pour des négociations réalisées dans les couloirs (avec plus de douze heures d'interruption de séance, comment pouvait-il en être autrement?). Car, au final, la logique de l'accord est limpide: faire reposer les économies de l'Unedic sur le seul dos des chômeurs, des travailleurs précaires et des seniors – les plus faibles donc, ceux-là mêmes que la CFDT

prétend avoir défendus. Quant au Medef, il a poussé le cynisme jusqu'au bout en prétendant vouloir «enclencher une dynamique de réduction des dépenses», avant d'annoncer que «des efforts supplémentaires devront être engagés à terme». Gageons que le gouvernement saura le suivre dans cette voie...

Reste, néanmoins, que la mobilisation contre cet accord est là, et bien vivante. Occupations, manifestations, assemblées générales régulières, communication permanente: les précaires, les intermittents et les chômeurs ont montré ces derniers jours qu'ils n'entendaient pas se laisser marcher dessus par un pouvoir hypocrite et un patronat outrancier et provocateur. L'accord n'est encore qu'un accord et, pour être effectif, il devra bénéficier d'un agrément du ministère du Travail. Si la mobilisation s'essouffle, celui-ci devrait intervenir rapidement. Nous savons, donc, ce qu'il nous reste à faire. Et ce n'est sûrement pas de mettre un bulletin dans une urne. **G. G.**

1. À noter que cette mesure ne devrait pas toucher les salariés licenciés pour raison économique.



# Toujours plus pour **expulser** plus



**LA CIRCULAIRE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR** datée du 11 mars 2014 relative aux priorités pour l'année 2014 dans la « lutte contre l'immigration irrégulière » met à jour le double discours de Manuel Valls qui, devant la presse, se targue de rompre avec la « politique du chiffre » pour mieux se féliciter, dans ce texte, de ce que « le niveau total des éloignements forcés atteint son plus haut niveau depuis 2006 » et élaborer un plan destiné, à tous les échelons, à accélérer les reconduites.

En effet, ce texte encourage les préfets à user de tous les moyens de coercition avec le concours de la police : contrôles d'identité ciblés, interpellations des personnes à leur domicile ou dans les foyers où elles sont hébergées, enfermements en rétention, assignations à résidence avec obligation de pointage, retours « volontaires » fortement incités, placements en garde à vue, condamnations pénales des récalcitrants. Les associations et les travailleurs sociaux sont poussés à participer à la localisation et au contrôle des personnes alors que leur rôle est de les accompagner et de leur porter assistance.

Avant tout perçus comme des fraudeurs ou des indésirables, tous les étrangers sont visés, y compris les plus vulnérables, qui peuvent être éloignés rapidement en dépit de leur situation de santé ou humanitaire.

Les demandeurs d'asile sont particulièrement ciblés. Aussitôt leur demande rejetée, les préfets devront les expulser au plus vite, au détriment de leurs droits à un recours effectif et sans considération pour leur situation personnelle et leurs attaches en France. Ils sont alors exclus du dispositif d'hébergement d'urgence de droit commun, pour être assignés à résidence et étroitement surveillés. Le principe fort de l'accueil inconditionnel de toute personne à la rue en situation de détresse est ainsi remis en cause alors qu'il est garanti par le code de l'action sociale et des familles.

Au prétexte d'efficacité, le ministère compromet leur sécurité et celle de leurs proches, en imposant à l'OFPRA de communiquer des documents afin d'obtenir des laissez-passer pour l'expulsion. Ce rôle assigné à l'OFPRA va à l'encontre de la confidentialité des demandes d'asile et démontre l'incompatibilité de sa mission avec la

tutelle exercée par le ministère de l'Intérieur.

Cette circulaire encourage les expulsions vers le pays d'origine plutôt que vers un autre État Schengen où plus de 10 000 personnes étaient pourtant légalement admissibles en 2013. Cette politique vise donc à gonfler ces expulsions hors UE, en violation des droits des personnes concernées dont les attaches se trouvent en Europe (famille, travail, logement, droit au séjour).

Les associations et syndicats défendant les droits des étrangers dénoncent cette circulaire attentatoire aux droits les plus fondamentaux des migrants et les pratiques scandaleuses auxquelles elle incite les préfetures. Ce signal est extrêmement inquiétant à quelques semaines de la discussion sur le projet de loi portant sur la réforme de l'asile en France.

**Pavillon noir**

## Brèves de combat

### Sages femmes colères

Les trois quarts des sages-femmes hospitalières étaient en grève et plus de 600 cabinets de libérales étaient fermés. Le collectif veut obtenir un statut sur le modèle de celui des médecins (praticiens hospitaliers), synonyme de sortie de la Fonction publique.

### Intermittents en colère

Plusieurs milliers d'intermittents ont défilé une nouvelle fois à Paris. Pour témoigner de leur précarité, des manifestants avaient épinglé dans leur dos la liste des métiers qu'ils cumulent : artiste de rue, musicienne et maquilleuse, comédien, danseur et éclairagiste, etc. Selon la CGT, la mobilisation était plus forte que lors de la dernière manifestation.

### Et hop l'UMP, plus fort que le FN!

L'élue UMP Lina Delnott, fraîchement élue à la Grande-Motte, a réitéré les propos de la militante FN Anne-Sophie Leclerc, mais, elle sur Facebook en postant la photo d'un gorille censé représenter Christiane Taubira avec ce commentaire : « Je suis ministre et suis une grosse menteuse. » Comment les gens peuvent-ils encore voter pour ça ?

### Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver...

Visiblement les fascistes ont changé puisque, à la différence de Goebbels, le candidat frontiste

# Météo syndicale



« ILS CROYAIENT pour la plupart, avec la foi du charbonnier, que la gauche, une fois au pouvoir, résoudrait la question du chômage, renforcerait les droits des travailleurs, rabaisserait le caquet des patrons, impulserait la démocratie économique et même rétablirait le prestige de la France, patrie des droits de l'homme et tutti quanti. Comme vous avez pu le constater, la gauche au pouvoir a fait exactement le contraire de ce que je viens d'énumérer. » Ainsi s'exprimait le camarade Jacky Toublet dans une interview aux éditions Agone (par Frank Poupeau et Pierre Rimbert). Il parlait des années 1970 et du Programme commun de la gauche. Lequel programme était quasiment passé dans les statuts de la CGT. Et quand quiconque dans les instances de la CGT (voire carrément au congrès annuel de l'organisation syndicale, comme l'avait fait le Syndicat des correcteurs...) mettait en question ce dogme, il était plus considéré comme un fou qu'un opposant politique! À méditer en ce moment où dans les rangs syndicaux on parle d'espoir déçu tout en enfonçant des portes ouvertes...

En ce printemps 2014, plus de Programme commun, et une nouvelle fois la gauche à la sauce socialiste française est au pouvoir. Les discours changent et dans les rangs des parlementaristes de tout poil, les discours s'enchevêtrent : « espoir déçu » et, entre autres, face au duo gouvernement/patronat, la grande question : « Hollande peut-il tourner à gauche ? »

Au marasme syndicaliste, ajoutez la reculade du conseil constitutionnel sur la loi Florange, le statut des intermittents promis à la moulinette... et vous aurez tous les ingrédients pour une révolte du monde du travail. Mais ça ne se décide pas d'un coup de baguette magique et les réflexes politiques encombrant le syndicalisme.

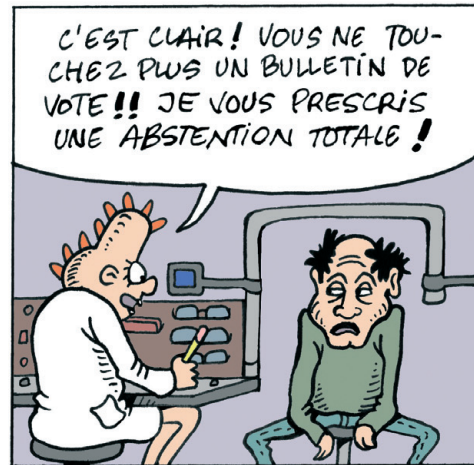
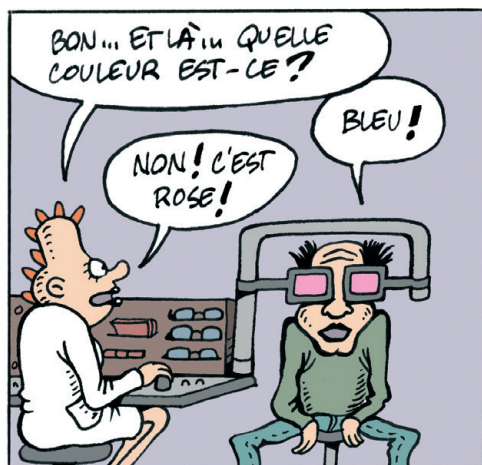
Pierre Monatte à la Libération croyait encore à un réveil syndicaliste en écrivant : « Mais aveugle serait celui qui ne verrait pas, en bas, s'enfonçant dans les syndicats, d'un bout à l'autre du pays, nombre de vieux et de jeunes hérétiques. Ils sentent que le syndicalisme est en danger, et avec lui la défense de la classe ouvrière, et ses espérances<sup>1</sup>. » Le moins qu'on puisse dire c'est qu'en ce printemps le ciel est un peu sombre!

Jean-Pierre Germain

groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste

1. Pierre Monatte, Où va la C.G.T.? (1946) Brochure publiée par l'équipe de La Révolution prolétarienne en mai 1946 (la revue attendant la levée de la censure et de l'autorisation préalable, qui aura lieu début 1947, pour reparaitre). Le texte est disponible sur le site monde-nouveau.net, tout comme l'interview de Jacky Toublet.

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA





d'Avignon a assuré devant la menace d'un déménagement du Festival d'Avignon dans l'hypothèse où le candidat serait élu maire, que la mairie continuerait à soutenir le Festival. Il a ajouté que «l'image du FN anticulture est complètement dépassée». On a du mal à adhérer!

### Des fiançailles ou mariage...

Marine La Peine a annoncé que deux listes du FN avaient fusionné avec des listes divers droite à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) et à L'Hôpital (Moselle). Tous ensemble, ouais!

### Et ne venez pas nous faire la morale!

Le ministère des Finances allemand a fait savoir que les douanes avaient saisi un paquet destiné au Vatican contenant quatorze préservatifs remplis de cocaïne liquide. Et en plus dans des préservatifs!

### Oh les trouillards!

Le ministère de l'Éducation repousse la campagne baptisée Ligne azur, destinée aux jeunes homosexuels ou en mal d'identité et qui se sentent discriminés. Il s'agit d'affiches apposées dans les établissements, indiquant le site et le téléphone de la Ligne azur, et d'interventions de militants associatifs. La peur des militants de la Manif pour tous?



# Berkin E. : un nom synonyme d'émeute

À Istanbul, des dizaines de milliers de personnes se sont réunies dans le quartier populaire d'Okmeydani pour honorer la mémoire de Berkin Elvan, mort mardi 11 mars après 269 jours de coma. Il s'agit du plus grand rassemblement populaire recensé dans la ville depuis la fronde antigouvernementale qui a secoué le pays en juin dernier. Berkin Elvan avait été grièvement blessé à la tête dans son quartier, le 16 juin 2013, par un tir de grenade lacrymogène alors qu'il sortait chercher du pain pendant une intervention de la police. Il est devenu l'un des symboles de la répression ordonnée par Erdogan, qui, depuis Taksim Gezi, a déjà fait 8 morts et plus de 8000 blessés. Cet événement a lancé une nouvelle vague de protestations contre Erdogan, le Premier ministre. Sitôt le décès de Berkin Elvan annoncé, des centaines puis des milliers de personnes ont multiplié les sit-in et les manifestations dans le pays. Des rassemblements ont eu lieu également dans plusieurs villes, à Ankara, Adana (sud), Izmir (ouest) ou encore Mersin (sud). Chaque fois, les forces de police sont intervenues avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau pour disperser les contestataires. Le climat politique est tendu en Turquie. D'autant plus que des élections municipales approchent, ainsi que la présidentielle dont le premier tour est prévu le 10 août. Ci-dessous, le communiqué du 11 mars 2014 du Revolutionary Anarchist Action — DAF for Berkin Elvan.

**EN MAI DERNIER**, la fureur de l'émeute qui avait débuté à Taksim Gezi, dirigée contre l'exploitation capitaliste, la violence policière et étatique, s'était répandue dans tout le pays. Le jour anniversaire de la Résistance des 15 et 16 juin, des millions de personnes étaient descendues dans la rue au nom de la liberté. Cela n'a pas empêché l'État de gazer, comme à son habitude, les manifestants pour rétablir l'ordre et de s'en prendre à toute personne se trouvant dans la rue.

Le matin du 16 juin, à Okmeydam qui se trouve être un des principaux lieux de résistance, un jeune garçon est sorti acheter du pain. Il n'est jamais rentré chez lui. Un meurtrier à la solde de l'État a donné l'ordre d'abattre ce fragile corps, d'une balle dans le corps et dans la tête. Depuis ce moment, ils n'ont eu de cesse de dire que Berkin s'est éteint. Mais Berkin ne s'est pas éteint, il a vaincu la mort.

Nous étions dans l'attente, pleins d'espérance. Le nom Berkin est devenu synonyme de cet espoir. Ses frères, ses sœurs, les jeunes de son âge, étaient descendus dans la rue. Le nom Berkin est devenu synonyme de cette même rue. Pendant 269 jours, le nom Berkin est devenu synonyme de résistance. Et ce matin-là, le nom Berkin est devenu immortel. C'est notre Berkin que la police a

tué. Pourquoi? Parce qu'il se trouvait dans la rue au mauvais moment? Ou parce qu'il s'était emparé d'un pavé pour le jeter sur ces meurtriers? Nul ne le sait mais il y a une chose que nous savons: c'est que l'État tue.

L'État a tué sept camarades de Berkin. Il a tué Ethem, Ali Ismail, Ahmet, Medeni, Mehmet, Abdullah et Hasan Ferit pendant les émeutes de Taksim-Gezi

L'État tue. Parce que ces personnes ont permis à un vent de résistance de se répandre à travers tout le pays.

L'État tue. Parce que ces personnes ont brandi la bannière de l'émeute et ont fait du vent de résistance une tempête.

L'État tue les frères et les sœurs de Berkin. Il a tué Enes, Ceylan, Ugur, Yahya au Kurdistan. Il tue parce qu'ils étaient tous natifs de ce pays, où l'État mène une guerre contre les Kurdes.

Il tue. Il tue les enfants de ce peuple qu'il ne parvient pas à détruire par l'assimilation. Il tue car tout État est terroriste. Toute police est criminelle.

Le pouvoir tue nos frères. Dans ces conditions, comment ne pas considérer l'émeute comme inévitable?

Revolutionary Anarchist Action  
DAF for Berkin Elvan

# Marche de la **dignité** à Madrid

« Messieurs les députés, écoutez maintenant  
N'encombrez plus le hall de propos dissonants  
Si vous n'avancez pas vous serez dépassés  
Car les fenêtres craquent et les murs vont tomber  
C'est la grande bataille qui va se livrer  
Car le monde et les temps changent »

Bob Dylan  
*The Times They Are A-Changin'*

## Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste



**UN MILLION DE MANIFESTANTS ?** Deux millions? Trois? 36 000 selon la police (qui ne sait compter que sur ses doigts) ou 50 000 selon les médias officiels qui dès le début ont voulu dénigrer cette Marche de la dignité. Mais rien n'y a fait: c'est une marée humaine qui a envahi les rues de Madrid le samedi 22 mars. Venus de toute l'Espagne et répartis en huit colonnes, les manifestants ont rejoint le centre de la capitale. Certains avaient fait le voyage à pied et étaient partis depuis un mois. Pour les autres, et pour un prix n'excédant pas vingt euros, des centaines de cars et quelques trains avaient été affrétés par les diverses organisations appelant à cette manifestation, destinée à dénoncer la situation d'urgence sociale dans laquelle se trouve une grande partie de la population espagnole (pour sa part la CGT espagnole avait utilisé quatre-vingts cars). Situation résultant de la politique du gouvernement aux ordres de la Troïka (Union européenne – Banque centrale européenne – Fonds monétaire international). Urgence sociale qui a mobilisé cette immense foule

qui n'a cessé de dénoncer la politique du Parti populaire actuellement au pouvoir, mais aussi celle du gouvernement socialiste précédent (PSOE), c'est-à-dire la même qui consiste à donner la priorité au remboursement de la fameuse « dette ». Conséquences désastreuses pour la population: six millions de chômeurs, des dizaines de milliers d'Espagnols expulsés de leur logement dont ils ne peuvent plus payer ni les loyers ni les traites, des milliards d'euros de coupes budgétaires dans les services publics, une jeunesse réduite à s'exiler pour trouver un emploi...

### **Arrogance gouvernementale**

L'arrogance d'un gouvernement qui, plongé dans la méthode Coué, répète comme un mantra que « l'Espagne va mieux », ce à quoi les Espagnols lui ont fait savoir ce 22 mars, qu'eux vont mal et qu'ils sont dans la rue pour dire: « Non au paiement de la dette illégitime! », « Non aux coupes budgétaires! », « Du pain, du travail et un toit! », « Ni chômage, ni exil, ni précarité! », « Dehors le gouvernement de la Troïka! »

Ce n'était évidemment pas la première fois que ces slogans retentissaient: en 2013 on les a entendus dans 44 000 manifestations à travers l'Espagne (record à battre). Point important à relever: la réussite de cette mobilisation ne doit rien aux « grandes » organisations officielles.

### **Plus de 44 000 manifestations en un an (record à battre !).**

Le PSOE n'appelait pas à manifester car lui aussi est conquis pour cette politique d'austérité qu'il a initiée quand il était au pouvoir avant 2011, et qu'il avait – avec le soutien du Parti populaire, alors dans l'opposition – modifié l'article 135 de la Constitution pour donner la priorité au remboursement de la dette. Plus remarquable encore: ni l'UGT<sup>1</sup> ni les CCOO<sup>2</sup> n'ont voulu s'associer à cette Marche de la dignité, engluées qu'elles sont dans les signatures d'accords toujours plus favorables au patronat, allant de compromis en compromis-



sions. Leurs quelques adhérents ayant participé à la marche ne l'ont fait qu'à titre personnel, et en désaccord avec leur direction.

### Plus de trois cents organisations et associations dans la rue

Ce sont donc les organisations radicales alternatives qui ont mobilisé les foules. La liste est longue et impressionnante (plus de 300) : SAT (Syndicat andalou des travailleurs), CGT, CNT, Solidarité ouvrière, Coordination syndicale de classe, Cobas (Comités de base), Intersyndicale d'Aragon... ceci pour les syndicats ; pour le reste : FCNSM (Front civique nous sommes la majorité), Indignés, PAH (Plateforme des victimes des hypothèques), sans-papiers (un groupe d'immigrés subsahariens exigeant des papiers et des droits a défilé derrière une banderole en souvenir des «quinze immigrés assassinés il y a un mois en essayant de franchir la frontière de Ceuta») <sup>3</sup>, représentants du quartier Gamonal<sup>4</sup> de Burgos («Gamonal, quartier vivant, quartier combatif»), organisations féministes contre la loi antiavortement : «Nous disons non à un système patriarcal qui nous replonge dans le passé, nous enlevant le droit de disposer de notre corps, nous déniaient la capacité de décider si nous voulons ou non être mère, nous poussant à un retour au foyer afin de nous consacrer exclusivement aux soins des enfants». Sinon, un seul parti politique vraiment impliqué : Izquierda Unida<sup>5</sup>. Et avec les slogans et les banderoles, une multitude de drapeaux : ceux des régions autonomes (notamment Andalousie et Catalogne) contestant le pouvoir central, celui de la république (la monarchie a du plomb dans l'aile ces temps-ci), sans oublier les drapeaux rouges et surtout rouge et noir des anarcho-syndicalistes, que le journal L'Humanité a pour une fois remarqués et cités sur son site le dimanche 23 (tout arrive).

### Mensonges, manipulations et infiltrations

Le gouvernement a voulu dévaloriser l'impact de cette marche, secondé en cela par une presse très complaisante s'ingéniant à minimiser le nombre de manifestants. Toutefois le ministre de l'Intérieur qui, lui, devait avoir les bons chiffres, avait pris la précaution d'adjoindre à la Garde civile et à la police municipale 1700 policiers anti-émeute. Réponse habituelle du gouvernement pour faire face au problème social, attitude arrogante et provocatrice de ce pouvoir et de ses forces de l'ordre, qui cette fois ont connu quelques soucis en fin de manifestation. Aux brutalités policières qu'on a pu observer au long de la journée, a succédé la violence de quelques manifestants radicaux. Résultat du match : une centaine de blessés dont soixante-dix flics (70-30 pour le peuple, c'est un bon score de basket-ball). Mais aussi vingt-quatre interpellations, dont une pour «tentative de meurtre à coups de pierre» sur un policier à terre. Un comité s'est aussitôt formé pour obtenir la libération de tous

les détenus et la CGT espagnole a publié sur son site des photos de civils «encapuchonnés» en tenue «black-block», et aidant leurs collègues flics officiels à passer les menottes à de vrais manifestants. Sous toutes les latitudes infiltrations et provocations policières sont au menu. Inhabituel : un porte-parole de la CEP<sup>6</sup> a révélé que des photos et films passant en boucle à la TV, et montrant des manifestants utilisant des lance-pierres pour projeter des billes d'acier, ou armés de poinçons, ne correspondaient pas à la Marche de la dignité, mais à des manifestations antérieures au 22 mars. Manipulation ordinaire des médias.

### Quelle violence ?

Comme d'habitude aussi, le ministre de l'Intérieur Jorge Fernández Díaz, a condamné «les agressions brutales ayant entraîné de grandes lésions à des dizaines de policiers». Sa collègue, déléguée du gouvernement à Madrid Cristina Cifuentes, s'est émue : «Je n'avais jamais vu auparavant une telle violence dans une manifestation». Avaient-ils vu auparavant une telle violence contre les moyens d'existence de la population ? Ces personnages oublient que la violence, la vraie, c'est 26 % de chômeurs, des salaires de 600 euros pour les jeunes qui ont la «chance» d'avoir un emploi, des coupes budgétaires dans les aides sociales parallèlement à une amnistie fiscale pour les privilégiés fraudeurs du fisc en milliards d'euros. C'est ça la première violence.

### Plus de 26 % de chômeurs et des salaires de 600 euros pour les jeunes qui ont un emploi, c'est ça la violence.

Les gentils policiers n'en finissent pas de pleurnicher par le truchement de leurs organisations professionnelles. Ainsi le SUP<sup>7</sup> se plaint des erreurs dans les prises de décisions, du manque de coordination et de moyens appropriés pour contrôler les manifestations, et menace de recourir à des... manifestations si des démissions ne sont pas exigées à la tête de l'IUP<sup>8</sup> et du Commissariat général de la sécurité urbaine. Le Sipe<sup>9</sup> s'associe naturellement aux critiques visant Ana Botella- maire de Madrid et membre du PP- qui en ne leur fournissant pas l'équipement adéquat réclamé, les plonge dans des situations critiques pour eux, où ils subissent des agressions brutales entraînant des blessures graves (versons une larme pour ces «malheureuses» victimes). Pour calmer tout ce beau monde, la déléguée du gouvernement déclare avoir l'intention de porter plainte contre certains organisateurs de la Marche, au prétexte qu'ils devaient être les garants et responsables du bon déroulement de la manifestation.

Encore une mesure s'ajoutant à l'arsenal coercitif déjà bien fourni du pouvoir.

### Vers une nouvelle grève générale

Pour nos camarades anarcho-syndicalistes, ce 22 mars est l'aboutissement logique de plusieurs années d'attaques du capitalisme contre la classe ouvrière, et ce sur tous les fronts : au travail, avec des dizaines et des dizaines de milliers de licenciements, des baisses conséquentes de salaires (pour soi-disant aider à sauver l'entreprise), des atteintes ininterrompues au Code du travail et au droit syndical. Sur le plan social, des milliers et des milliers d'expulsions de logements pour impossibilité de payer les loyers, précédées de coupures d'eau et d'électricité pour factures désormais impossibles à régler. Restrictions ou suppressions des aides sociales. Budget santé, éducation, culture réduit à une peau de chagrin. Et pour mieux étouffer toute contestation, de nouvelles lois et encore des lois pour criminaliser les manifestations, comme par exemple la récente loi dite de sécurité citoyenne prévoyant, en cas de manifestation devant des bâtiments officiels, des amendes allant de 1 000 à 30 000 euros en cas d'infraction «légère», ou de 30 000 à 600 000 euros en cas d'infraction «grave»<sup>10</sup>. Quelle que soit la répression, hors de question pour nos camarades espagnols de renoncer à quoi que ce soit, et surtout à leur liberté d'expression et d'action : «Il faut une grève générale tout de suite». L'urgence sociale englobe trop de problèmes pour que la contestation s'arrête maintenant. Dans les semaines qui viennent, le programme consiste à unifier durablement toutes les luttes, comme cela a été le cas ce 22 mars, où l'on a pu voir la colonne asturienne affirmer : «Aujourd'hui, nous commençons à voir que la peur change de camp ; eh bien, que l'on nous craigne, que l'on nous craigne beaucoup. Vive la lutte de la classe ouvrière». Comme un symbole, le lendemain de la Marche de la dignité mourrait Adolfo Suarez, Premier ministre de l'après franquisme et artisan de la Transition démocratique destinée à «passer l'éponge» sur les crimes de Franco. La mémoire revient au peuple espagnol et la lutte des classes est toujours d'actualité. **R.P**

1. Union générale des travailleurs.
2. Commissions ouvrières.
3. Voir *Le Monde libertaire* n° 1735 («Tir aux pigeons sur les migrants»).
4. Voir *Le Monde libertaire* n° 1730 («Expérience anarchiste exportable»).
5. Gauche unie (parti d'alliance communistes-écologistes).
6. Confédération espagnole de police.
7. Syndicat unifié de la police.
8. Unité d'intervention de la police.
9. Syndicat indépendant de la police espagnole.
10. Voir *Le Monde libertaire* n° 1724 («Injurions les hirondelles»).

Rwanda

# Les conséquences **extrêmes** d'une vision nationaliste

Un génocide a eu lieu il y a tout juste vingt ans, d'avril à juillet 1994 au Rwanda, petit pays de l'est de l'Afrique. Plus de huit cent mille personnes, y compris bébés, femmes enceintes et vieillards, ont été tués ou violés pour la seule raison qu'elles étaient tutsies. Quel rôle ont joué les officiers français dans ce génocide ? Un livre récent *Le Sabre et la Machette : officiers français et génocide tutsi* (Ed. Tribord, 2014) propose une démarche originale pour se faire son opinion : recouper leurs propres déclarations publiques. Cette recherche fait émerger des informations inédites, et sa conclusion est d'une étonnante actualité pour le public français. L'auteur, François Graner, a accepté de répondre à quelques questions.



**Le Monde libertaire :** Qui sont ces Hutus et ces Tutsis ?

**François Graner :** Les Tutsis sont une composante minoritaire de la population rwandaise. À l'origine on aurait pu l'appeler une classe sociale, une élite dirigeante, par opposition à la classe populaire des Hutus, majoritaires. En gros, les Tutsis sont éleveurs, les Hutus agriculteurs. Une personne pouvait néanmoins passer d'une classe à l'autre, par exemple par alliance, ou bien si le nombre de vaches qu'elle possédait augmentait ou diminuait. Il n'y avait pas de différence de langue, de culture, de religion, d'apparence physique.

Le pouvoir colonial belge et les missionnaires catholiques, cherchant à diviser pour régner, s'étaient appuyés sur les Tutsis, car ceux-ci dirigeaient le principal royaume rwandais. Les missionnaires ont composé des textes

racistes à la gloire des « fins aristocrates » tutsis, si différents des « rustres » hutus. Cette séparation artificielle a été imposée sur les documents d'identité : cela a obligé à considérer chaque personne comme étant d'un côté ou de l'autre, sans neutralité possible.

Quand les Tutsis ont demandé l'indépendance et la laïcité des écoles, les Belges et les missionnaires catholiques les ont lâchés pour se retourner vers les Hutus. Ils poussèrent des Hutus à renverser le roi et à créer une dictature. Qu'ils justifèrent en affirmant que, parce qu'ils étaient majoritaires, les Hutus avaient tous les droits. Des pogroms destinés à chasser les Tutsis ont été déclenchés dès 1959, puis à plusieurs reprises. Par conséquent, toute une génération de réfugiés tutsis s'est peu à peu constituée dans des pays voisins. Ils n'ont pas pu revenir au Rwanda ni pacifiquement, ni par la force. Les descendants de ces Tutsis exi-

lés dans un pays anglophone, l'Ouganda, créent le Front patriotique rwandais avec d'autres opposants au régime rwandais. Ils attaquent militairement en 1990.

**M.L. :** Rappelez-nous ce qu'a été le génocide des Tutsis, et comment la France est présente au Rwanda ?

**F.G. :** Au début, en 1990, cela paraît une guerre civile banale. Le président rwandais ami de la France est attaqué par des rebelles. Pour protéger ses ressortissants et former l'armée rwandaise, la France envoie des troupes qui s'installent et soutiennent le président Habyarimana : c'est l'opération « Noroît ». En 1993 des accords de paix sont signés, les troupes françaises repartent.

Et puis tout bascule le 6 avril 1994. Le président est abattu en vol par un tir contre son



avion. Quelques heures après, des extrémistes hutus prennent le pouvoir et déclenchent le génocide des Tutsis. Il est d'une rapidité foudroyante : au moins huit cent mille morts en quelques semaines seulement.

L'armée française intervient brièvement au début du génocide, et évacue ses ressortissants : c'est l'opération « Amaryllis ». Elle revient plus longuement à la fin du génocide, officiellement pour mettre fin aux massacres : c'est l'opération « Turquoise » qui arrive en juin pour repartir en août 1994.

**M.L. :** En pratique, qu'a fait la France face aux génocidaires, et pourquoi ?

**F.G. :** L'État français cherchait dès les années 1960 à se substituer aux Belges dans la région. À partir de 1975, il a soutenu le dictateur rwandais, comme il a soutenu tant d'autres dictateurs africains francophones qui lui sont fidèles, quel que soit le prix de cette politique.

Au début de la guerre civile en 1990, l'armée française aide à bloquer l'avancée du Front patriotique. Il faut, face aux anglophones, maintenir l'influence française, en particulier près des régions minières du Zaïre. À partir de cette date, l'Élysée, le gouvernement, l'armée et les services de renseignements français, tous parfaitement informés, renforcent leur soutien.

L'État français accompagne progressivement toutes les étapes ; durcissement du régime, montée en puissance de l'armée, isolement des Tutsis. Ainsi, le président Mitterrand, le ministre de la Coopération, les dirigeants de l'armée et les troupes françaises sur place acceptent d'assimiler tous les civils tutsis à des complices potentiels du Front patriotique rebelle et anglophone.

Après le génocide, les extrémistes hutus, battus par le Front patriotique, fuient alors au pays voisin, le Zaïre de Mobutu, avec l'aide de la France, cependant que de nombreux responsables se réfugient en Occident.

**M.L. :** Pouvez-vous nous expliquer votre démarche ?

**F.G. :** Depuis vingt ans, sur la base de nombreux témoignages, de hauts officiers français se font reprocher d'avoir été complices des extrémistes hutus qui ont perpétré le génocide des Tutsis. Ces officiers démentent tous les témoignages accusateurs. Mon but a été de les écouter, de rassembler tous les arguments qu'ils fournissent pour leur défense, et de les recouper pour déterminer s'ils constituent un tableau cohérent.

Du fait justement des reproches qui leur sont adressés, ces officiers ont écrit des livres pour se défendre, donné des conférences, accordé des entretiens, ouvert des blogs ou des sites Internet. En outre, il y a eu une Mission d'information parlementaire, et des enquêtes judiciaires, qui ont déclassifié des documents secret-défense. Donc contrairement aux opérations militaires habituelles, dans le cas du Rwanda, n'importe quel Français a accès à une

grande masse de documents d'origine militaire qui sont publics. J'ai donc fait ce que peut faire tout Français qui veut comprendre quel a été le rôle des officiers de son pays. J'ai consulté les textes originaux qu'ils ont écrits eux-mêmes, et plus généralement les sources militaires, que ces officiers ne démentent pas. J'ai relevé plus d'un millier de citations, en les situant dans leur contexte, et je les ai rassemblées pour les confronter à une trentaine d'accusations sur les actions et les motivations de ces officiers.

**M.L. :** Qu'est-ce que votre livre apporte par rapport aux autres ?

**F.G. :** De nombreux journalistes, rescapés, chercheurs, ou militants ont fourni depuis vingt ans des témoignages et des documents qui accusent des officiers français. L'association Survie a dénoncé l'aide française aux extrémistes hutus dès le début, et même un an avant le génocide. Je me suis basé sur ces travaux existants, et en particulier sur l'énorme travail de référence de Jacques Morel *La France au cœur du génocide des Tutsis, Izuba* (L'esprit frappeur, 2010, disponible en PDF sur Internet). J'en ai extrait spécifiquement les textes militaires, que j'ai complétés par d'autres sources que j'ai trouvées. Ce qui est nouveau, c'est surtout que ce que je cite est ce qui est étayé par les officiers eux-mêmes. Cela fait un livre court, qui permet aux non-spécialistes de se faire leur propre opinion.

Ce qui en ressort, c'est que les textes des officiers, paradoxalement, confortent et précisent plusieurs reproches qui leurs sont adressés, par exemple sur leur inaction face aux massacres. On peut analyser comment ils ont laissé émettre les radios qui appelaient à la haine, et comment ils ont provoqué la fuite de membres du gouvernement génocidaire au lieu de les arrêter. Des officiers sont accusés d'avoir livré des Tutsis rescapés aux tueurs, dans les collines de Biseseo : sur ce point précis, j'ai pu constater que ces officiers présentent plusieurs dizaines de justifications différentes, dont chacune séparément serait acceptable, mais qui mises ensemble sont massivement contradictoires.

J'ai également trouvé des éléments qui pour moi étaient entièrement inattendus : sur la façon dont l'armée française incorpore dans sa doctrine la possibilité d'avoir recours à des mercenaires ; sur l'influence de l'armée dans la politique française, et en particulier le poids personnel du chef d'état-major des armées, l'amiral Lanxade ; et enfin, sur l'hypothèse de ce que l'armée française aurait pu jouer un rôle dans l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président rwandais, hypothèse qui ne peut pas être écartée dédaigneusement et doit être considérée au même titre que les autres.

**M.L. :** Cela vous permet-il de déterminer les responsabilités de ces officiers ?

**F.G. :** Pour les déterminer, il faudrait une vraie enquête, si possible avec les moyens dont disposent les magistrats du « pôle génocide ».

Cependant, analyser les déclarations d'officiers permet d'établir un tableau cohérent et vraisemblable des responsabilités individuelles de tel ou tel, à commencer par l'amiral Lanxade. Celui-ci était très proche du président François Mitterrand, principal décideur, qu'on voit réaffirmer à plusieurs reprises l'engagement de la France aux côtés du pouvoir rwandais.

Ces officiers décrivent leur action, et celle de l'armée, comme efficace et professionnelle, au service de la France. Leurs explications révèlent qu'ils n'ont guère modifié leur stratégie du fait du génocide. Ils affirment avoir bien exécuté les ordres, comme ils le font d'habitude. Cependant, on constate qu'ils ont eux-mêmes fortement influencé les politiciens qui leur ont donné des ordres, y compris en filtrant et biaisant l'information donnée au gouvernement et aux médias.

On lit dans les déclarations des officiers que certains se sont personnellement impliqués aux côtés de l'armée rwandaise, malgré son rôle moteur dans le génocide. À l'inverse, plusieurs officiers prennent leur distance ; avant le génocide, le général Jean Varret a même essayé de ramener l'intervention française dans des limites acceptables, mais il a été limogé. À cela s'ajoute l'adjudant-chef Prungnaud, qui dit avoir désobéi aux ordres ; celui-ci ne fait pas partie des officiers supérieurs qui sont mis en cause.

**M.L. :** Est-ce que cette étude est d'actualité pour les Français ?

**F.G. :** Tout à fait. Vingt ans après, on constate encore en République démocratique du Congo les conséquences, que les génocidaires hutus ont pu s'enfuir et reconstituer leurs forces au Kivu. L'actualité est aussi judiciaire : outre les enquêtes suite aux plaintes contre l'armée française, il y a également le premier procès en France d'un Rwandais accusé de génocide. Il est d'ailleurs frappant de constater que, comme au Tribunal pénal international, quand des officiers français témoignent, c'est parce que l'accusé fait appel à eux comme témoins de la défense. Des officiers continuent de glorifier publiquement leur action en 1994 au Rwanda.

Surtout, l'analyse de l'intervention au Rwanda met au jour les mécanismes de décision et d'action des opérations militaires extérieures françaises. Le poids de l'armée dans les décisions, le rôle spécifique joué par les forces spéciales pour des actions clandestines sous le contrôle personnel du chef d'état-major des armées, le soutien à tout prix à des clans alliés fidèles à la France : ces mécanismes sont toujours en place actuellement. Que se passera-t-il si, pour défendre à tout prix sa zone d'influence, la France soutient à nouveau un régime génocidaire ?

Pour en savoir plus : des conférences, mardi 8 avril 20h30, cinéma La Clef, 34, rue Daubenton, 75005 Paris. M<sup>o</sup> Censier-Daubenton. Précédée de la projection du film *Tuez-les tous !* à 19 heures.

# Sorcières, Juifs **et** sodomites

Cibles sur mesure pour intégristes



## Patrick Schindler

*Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste*

### Comme une sale odeur de « déjà-vu »

Depuis la pléthore de manifs organisées contre le mariage pour tous, les intégristes et les tenants de l'ordre moral, bien soutenus par les groupuscules néonazis, se sont regroupés au sein du mouvement générique Printemps français. Ils font feu de tout bois pour investir l'ensemble du terrain social et imposer leur carcan moral et religieux issu d'un autre siècle. Tous les acquis des luttes d'émancipation, féminine (IVG, anti-

sexisme), homosexuelle (égalité des droits), contre le racisme et l'antisémitisme, ou plus largement pour le respect de la personne, sont tour à tour pris pour cibles. Un tel recul de la pensée ne peut que rappeler la sombre époque de la chasse aux sorcières, qui visait ces mêmes populations avec des méthodes très radicales... C'est à la fin du Moyen Âge que l'antisémitisme commence peu à peu à se fondre dans une chasse aux sorcières et aux comportements contre-nature, qui finit



par toucher l'ensemble des individus refusant d'entrer dans la norme religieuse et morale. Cet amalgame, au départ peu cohérent, le devient tandis qu'il est attisé par le zèle et la folie des inquisiteurs aussi bien catholiques que protestants. Il débouche sur deux siècles de massacres de plusieurs générations de Juifs, de « sorcières » et de « sodomites », pourchassés dans toute l'Europe et jusque sur le Nouveau Continent. Malheureusement, après le retour à la raison au siècle des Lumières, ce phénomène d'intolérance suprême ne disparaîtra pas pour autant d'Occident. On le retrouvera notamment sous la montée des fascismes en Europe, ou sous le maccarthysme aux États-Unis avec encore et toujours les mêmes victimes...

### Le Juif, la cible éternelle...

La première cible des intégristes et des inquisiteurs : le Juif. Entre 1347 et 1350, la peste noire emporte un tiers de la population du continent occidental. Les esprits simples y voient un acte satanique « orchestré par les Juifs qui voudraient dominer le monde en empoisonnant l'air et l'eau ». Malgré une bulle du pape Clément VI de 1348, dans laquelle il explique que les Juifs ne sont pas épargnés par la maladie et que l'épidémie sévit même dans les régions sans population juive, le peuple part les massacrer. On compte 2 000 morts à Strasbourg et de nombreuses victimes à Colmar, Worms, Francfort, Cologne, Berne et Zurich. Naît alors dans l'imaginaire populaire la vision du Juif comme un « serviteur de Satan, affublé de cornes, d'oreilles de cochon, d'une barbe de bouc, d'une queue et de sabots, errant à travers le monde comme un escargot ». De plus, le Juif « dégage une forte odeur et célèbre le sabbat des sorcières ». Comme par hasard (!), c'est le mot hébraïque *chabba*, le septième jour, qui sera appliqué à la sorcellerie... L'accusation de satanisme vise les pratiques religieuses comme la circoncision, les règles alimentaires, etc., qui sont synonymes à l'époque de mystères et font l'objet de mauvaises interprétations. Après la vague de peste noire, les Juifs reviennent dans certaines villes où ils sont appréciés et favorisés (protection spéciale, restauration de synagogues et de cimetières), mais leur sécurité reste précaire, la tolérance alternant avec les persécutions et les expulsions. Puis en 1391 les royaumes espagnols sont le théâtre des « baptêmes sanglants » qui voient de nombreuses conversions forcées de Juifs sous la pression de pogroms populaires. En 1492, les rois catholiques, par le décret de l'Alhambra, expulsent tous les Juifs d'Espagne, mesure sans précédent à l'origine de la diaspora séfarade. Seuls restent dans la péninsule les convertis ou ceux qui acceptèrent de le devenir, mais plusieurs professions leur sont interdites. Aussi, nombre d'entre eux fuient les territoires hispano-portugais pour redécouvrir ailleurs en Europe la reli-



Eugène Grasset, *Trois Femmes et Trois Loups*, vers 1892, crayon, aquarelle, encre de Chine et réhauts d'or.

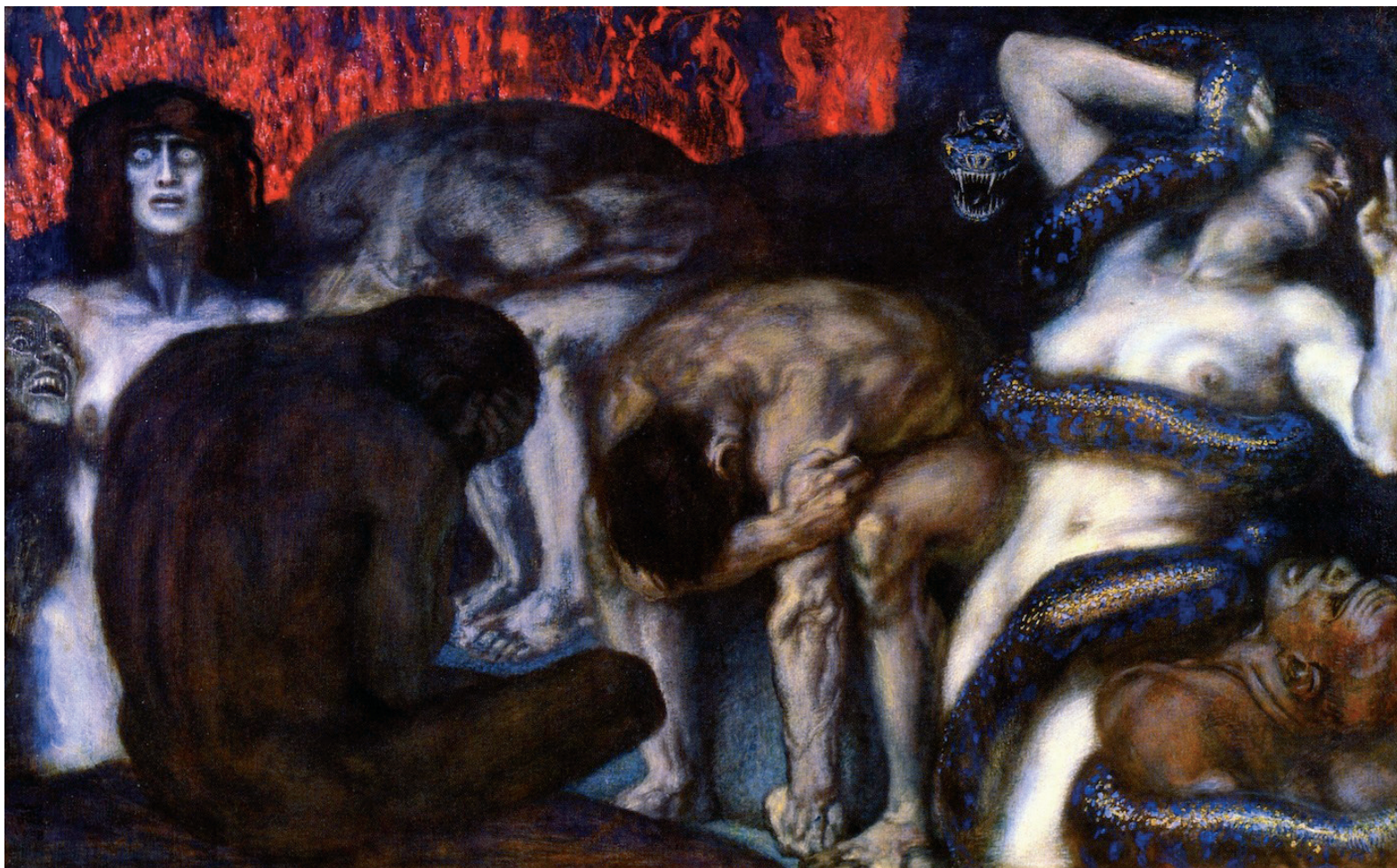
gion de leurs ancêtres. Ce phénomène, appelé le marranisme, devient porteur d'une mémoire secrète, souterraine, cachée. C'est alors que les marranes commencent à être accusés de « judaïser en secret ». À la fin du Moyen Âge, les fantasmes et calomnies des antisémites reprennent et répandent la théorie du meurtre rituel, de la pollution des puits et de la conspiration universelle des sages de Sion. Mais, cette fois-ci, c'est l'Inquisition qui continue l'ouvrage entrepris durant la peste noire et poursuit les Juifs même lorsqu'ils décident de quitter le Vieux Continent, dans le but de « faire totalement disparaître le judaïsme ». Après l'arrêt de la chasse aux sorcières et la fin de l'Inquisition à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, lors d'une épidémie de peste à Vienne, ce sont encore les Juifs qui seront accusés d'avoir empoisonné les puits et favorisé la propagation de la maladie...

### Naissance la « femme hystérique »

Deuxième cible de choix pour les intégristes

et les inquisiteurs : les femmes. Si depuis l'Antiquité les peuplades primitives d'Europe et d'autres continents reconnaissent « les charmes » ou la « sorcellerie », qui perdurent pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne, ils se transforment radicalement au sortir du Moyen Âge pour revêtir une notion négative. Pour les mêmes raisons que l'antisémitisme, la « chasse aux sorcières » fait son apparition. Elle reprend exactement le même argumentaire que celui appliqué entre 1208-1229, durant le massacre des cathares et des vaudois, auxquels les missionnaires reprochaient le « dualisme entre dieu et diable, les assemblées secrètes et les orgies de promiscuité sexuelle ». Ces termes sont repris par les paysans superstitieux, qui considèrent les femmes refusant de se soumettre à l'ordre moral comme des hystériques, ou des possédées. Rapidement se met en place le système mythologique du royaume de Satan et de ses complices. Il vise autant les Juifs que les sodomites, mais avant tout femmes,





Franz Von Stuck, *Inferno*, 1909, huile sur toile.

puisqu'elles représentent 80 % des victimes des procès en sorcellerie. Les condamnations sont parfois étendues à leurs enfants, surtout s'il s'agit de filles. Le *Malleus Maleficarum*, traité de dominicains allemands contre les sorcières, leur reproche surtout une sexualité débridée, «elles ont vagin insatiable, les sabbats sont pour elles l'occasion d'imaginer de véritables orgies sexuelles». L'Église stigmatise leur sexualité subversive, «les sorcières apprécient particulièrement les positions contre nature : en particulier, elles chevauchent volontiers leurs compagnons, ce qui symboliquement renverse le rapport naturel de domination». Est-ce encore un hasard si l'on retrouve dans la sorcière la figure de Lilith, que la tradition juive présente comme la première femme d'Adam et qui l'aurait abandonné parce qu'il refusait de se livrer au jeu de l'amour en dehors des positions traditionnelles. L'Église fait une fixette sur la sexualité des «sorcières» qu'elle accuse de rendre d'une part les hommes impuissants et, d'autre part, la terre et les animaux infertiles. Le *Malleus Maleficarum* prétend encore que les sorcières «volent les sexes masculins et les cachent dans des nids»... À ce stade de bêtise, on ne se demande plus qui sont les malades !

#### Les sodomites et leur vice contre nature

Troisième grande cible des intégristes et inquisiteurs (avec les marginaux, les vaga-

bonds et les gens du voyage) : les sodomites. Lorsque la Réforme protestante s'installe au fil des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, Martin Luther ne manque pas d'utiliser la suspicion d'homosexualité pour discréditer ses opposants. Il reprenait ainsi les mêmes termes utilisés deux siècles auparavant par les inquisiteurs contre les cathares et les templiers, qu'ils appelaient aussi «bougres» ou «bougerons». En 1532, l'empereur Charles Quint promulgue le premier code pénal du Saint Empire romain germanique, dont l'article 116 stipule : «Tous ceux qui s'adonnent à la luxure, humain avec animal, homme avec homme, femme avec femme, doivent être brûlés.» Les Pays-Bas punissent également la sodomie de la peine capitale. Dans la Genève de Calvin, les «actes contre nature» sont sévèrement réprimés. Entre 1555 et 1670, on recense plusieurs exécutions d'hommes et de femmes pour ce motif, par décapitation, pendaison ou noyade. Pour autant, dans l'aristocratie, les relations homosexuelles peuvent être tolérées, si elles sont confinées au secret, jamais nommées et exercées plutôt dans le cadre d'une sexualité où «le maître choisit son partenaire, fille ou garçon, pour autant que ce dernier s'apparente au sexe faible et qu'il soit dominé tant socialement que physiquement». Notons toutefois qu'à cette époque les relations sexuelles entre jeunes gens étaient fréquentes et renforcées par «la

difficulté d'accéder aux femmes avant le mariage». Ce qui n'empêche pas, tout au long du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle, la chasse au sodomite de poursuivre son cours. On recense des centaines de condamnations au bûcher à travers toute l'Europe. Le phénomène gagne même les colonies : en 1636, celle de Plymouth, dans le Massachusetts actuel, édicte une loi qui condamne la sodomie par le bûcher. Les autorités portugaises en font de même au Brésil en 1646.

#### Juifs, femmes et sodomites : le trio gagnant de l'Inquisition

Une fois ébauchée, la conjonction des trois mythologies développées contre les Juifs, les sorcières et les sodomites acquiert un dynamisme qui lui est propre et devient une tradition bien établie, qui va même jusqu'à engendrer ses propres témoignages. Ce qui arrange bien une société chrétienne et patriarcale qui se sent menacée et ne peut tolérer qu'on ébranle en aucune manière ses valeurs fondamentales. Si l'extension de la sorcellerie aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles est, outre les raisons évoquées plus haut, également rattachée aux ravages de la guerre de Cent Ans, ce sont les inquisiteurs qui en précipitent la répression en divisant le monde en deux parties : celui de la lumière et celui des ténèbres. Il est aisé de deviner quels sont les indi-



vidus qui vont rejoindre la seconde... Pour mener à bien la mission de l'Inquisition, en 1468, le pape proclame la sorcellerie *crimen exepum* et supprime de fait toute limite légale à l'usage de la torture. C'est avec son avènement que les «aveux des sorcières» et des autres cibles juives et sodomites vont atteindre leur apogée. Le déclin et la disparition des croyances magiques devront attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle et seront principalement dus au discrédit et à l'abolition progressive de la torture en Europe. En effet, beaucoup d'historiens s'accordent à dire que l'épidémie de sorcellerie est la résultante directe de la torture. Avec sa systématisation, les aveux des sorcières deviennent plus détaillés, tandis que les procédés de l'Inquisition deviennent plus énergiques. Et ce n'est que lorsque l'épidémie commencera à s'éteindre avec l'arrivée des penseurs du siècle des Lumières, en 1678, que sir George Mackenzie of Rosehaugh, avocat du roi en Écosse, pourra enfin reconnaître publiquement que les dernières sorcières, qui encore à son époque finissent au bûcher, «furent torturées et c'est là le fondement de tous leurs aveux».

### Au cœur de l'horreur

Pourtant, même avec le renfort de la torture, il est difficile aux inquisiteurs de trouver des preuves tangibles de sorcellerie, comme parmi quelques exemples notifiés dans *Malleus Maleficarum* : «Retrouver une marmite remplie de membres humains, d'objets sacrés et de crapauds, ou tomber sur un pacte écrit avec le diable.» De fait, les preuves par présomption suffisent pour tenter un procès et souvent de plus en plus désuètes, comme «la présence d'une verrue sur un visage, destinée à allaiter l'esprit familier», ou «un point insensible qui ne saigne pas quand on le pique», ou encore «la faculté de flotter lorsqu'une sorcière est jetée à l'eau»... L'incapacité à verser des larmes ou la tendance à baisser les yeux lors de l'accusation sont d'autres signes de culpabilité, tout comme de simples traits physiques telles «la vieillesse, la laideur ou une mauvaise odeur»... Entre les différentes sortes de tortures, on trouve : le grésillon, qui broie le bout des doigts de la main et du pied dans un étai ; l'échelle, un râtelier destiné à étirer violemment le corps ; le tortillon, qui écrase les parties sensibles, ou le strappado, un palan qui soulève brusquement le corps en l'air.

Puis apparaît le *tormentum insomniae*, qui consiste à empêcher les condamnés de dormir, un procédé remis en vigueur dans les dictatures modernes. Après l'aveu, l'étape suivante consiste à obtenir, toujours grâce à la torture, une liste des personnes «reconnues au sabbat», avant de finir au bûcher. La cruauté et la stupidité qui provoquent les aveux des sorcières sont repris également par les évangélistes protestants. En 1540 à Wittenberg, la ville de Luther, quatre sorcières sont brûlées. Luther est aussi superstitieux que n'importe quel dominicain et en vieillissant il tend à l'être plus encore : il

admet les succubes, les incubes et l'envol nocturne et conclut que «même les sorcières qui ne font pas le mal doivent être brûlées pour la seule raison qu'elles ont conclu un pacte avec le diable».

### «When returns the light»

S'il est clair que vers 1560 la recrudescence de l'épidémie de sorcellerie est directement liée avec le retour des guerres de Religion, il faudra attendre les prises de position courageuses des juristes laïques, concurrents du clergé, pour réduire l'hémorragie de la chasse aux sorcières. En effet, encore à l'époque, un seul prédicateur fanatique ou un magistrat trop zélé dans une province reculée pouvait inonder toute une région en procès. A contrario, la proximité d'une grande université internationale comme Bâle ou Heidelberg pouvait avoir un effet salutaire. Ce fut d'ailleurs le cas dans cette dernière cité en 1585, quand la faculté de droit s'éleva contre la peine de mort en matière de sorcellerie, expliquant que c'était «moins coûteux de soigner les âmes que de torturer et faire périr les corps». Quelques savants, psychologues et médecins, comme Weyer Ewich ou Webster, eurent le courage de s'attaquer à l'apparente preuve empirique de possession, mais ces tentatives limitées ne suffirent pas à arrêter les massacres. Les humanistes critiques et les savants de Padoue, qui tentèrent à cette période de modifier le fondement philosophique du mythe des sorcières pour chasser les superstitions, quand ils osaient aborder le problème, n'étaient pas entendus. Pour ne prendre que l'exemple d'Erasmus, ce dernier évoque très peu la sorcellerie dans ses écrits, sinon sous la forme ironique ou l'expression d'un silence gêné qui peut vouloir en dire long... Il fallut attendre le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle pour enfin voir s'amoindrir les croyances magiques en s'attaquant à leurs racines et plus particulièrement aux personnes qui s'évertuaient à les réanimer. Mais tous ces efforts cumulés ne furent pas vains et, petit à petit, le mythe des sorcières finit par tomber en désuétude, après avoir fait tant de ravages. Mais ce n'est pas pour autant que la persécution des Juifs diminua en Europe, tandis qu'en 1685 Louis XIV s'en prit à une nouvelle cible : les huguenots. Ces derniers devinrent le nouvel objet de haine sociale et le resta longtemps, comme le prouva l'affaire Calas, en 1762...

### Plus jamais ça !

On pourrait longuement disserter sur le fait qu'une appartenance raciale, communautaire ou un comportement individuel différent du groupe ait toujours suffi dans les périodes troubles de l'histoire de l'humanité à créer la suspicion, entraîner l'hystérie collective et une répression aveugle, sauvage, débouchant sur les pires boucheries. Comment ne pas penser aux horreurs perpétrées par les nazis et leurs alliés qui reprendront la liste des victimes stricto sensu, en commençant par concevoir un système

capable d'exterminer en priorité 6 millions de Juifs, ce qui hélas devint la terrible réalité entre 1939 et 1945 ? Comment ne pas penser aux purges staliniennes ? Comment ne pas penser à l'expérience du maccarthysme aux États-Unis qui est en tout point comparable, avec son cortège de coupables issus des mêmes concepts ? Comment ne pas penser aux dictatures latino-américaines, communistes ou capitalistes ? Comment ne pas penser finalement à tous les systèmes de répression, basés sur la chasse à la différence ? Comment enfin ne pas penser aux mouvements réactionnaires qui veulent revenir sur le droit à l'avortement dans plusieurs pays d'Europe et sur la reconnaissance des mêmes droits pour tous ? Ne laissons pas aux intolérants, aux intégristes, aux puritains et à leurs inquisiteurs le moindre interstice dans lequel ils puissent se glisser pour imposer leurs vues réactionnaires et nauséabondes. Ne leur laissons pas la possibilité d'entrer par la fenêtre dans nos vies et nos quartiers, alors que nous étions convaincus de leur avoir à tout jamais bloqué le passage... No Pasarán!

P.S.

Sources : divers ouvrages et études sur l'antisémitisme, la chasse aux sorcières et aux sodomites au Moyen Âge et sous la Réforme, dont l'étude de la *Cicad De la Réforme aux Lumières* de Trevor-Roper, éditions NRF 1972 ; *Regard sur l'amour entre hommes*, éditions Lambda-Éducation, etc.





# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »  
Inconnu

## Makhno en visite au Kremlin

Entretien avec Lénine (juin 1918)

### Nestor Makhno

Groupe Philippe-Pelletier

**LE JOUR SUIVANT**, à une heure, j'étais de nouveau au Kremlin où je retrouvai le camarade Sverdlov qui me conduisit aussitôt chez Lénine. Celui-ci m'accueillit fraternellement. Il me prit par le bras et, me tapotant doucement l'épaule de son autre main, il me fit asseoir dans un fauteuil. Après avoir prié Sverdlov de s'installer dans un autre fauteuil, il s'approcha de son secrétaire et lui dit :

– « Ayez la bonté de finir ce travail pour deux heures. »

Il vint s'asseoir en face de moi et se mit à me questionner. Sa première question fut :

– « De quelle région êtes-vous ? Comment les paysans de la contrée ont-ils accueilli le mot d'ordre : "Tout le pouvoir aux Soviets dans les villages" et quelle a été la réaction des ennemis de ce mot d'ordre et celle de la Rada centrale en particulier ? Les paysans de votre région se sont-ils levés contre les envahisseurs austro-allemands ? Si oui, qu'est-ce qui a manqué pour que les révoltes paysannes se transforment en soulèvement général et s'associent à l'action des unités de gardes rouges qui, avec tant de courage, ont défendu nos conquêtes révolutionnaires ? »

À toutes ces questions, je donnai à Lénine des réponses brèves. Celui-ci, avec le talent qui lui était propre, s'efforçait de poser ses questions de manière que je puisse y répondre point par point. Par exemple, la question : « Comment les paysans de ma région ont-ils accueilli le mot d'ordre : "Tout le pouvoir aux Soviets dans les villages" ? », Lénine me la posa à trois reprises ; et il fut étonné que je lui réponde :

– « Les paysans l'ont accueilli à leur manière, ce qui veut dire que, dans leur entendement, tout le pouvoir doit, dans tous les domaines, s'identifier avec la conscience et la volonté des travailleurs ; que les soviets de députés ouvriers paysans de village, de canton et de district ne sont ni plus ni moins que des rouages de l'organisation révolutionnaire et de l'autogestion économique des travailleurs en lutte contre la bourgeoisie et ses laquais : les

socialistes de droite et leur gouvernement de coalition.

– Pensez-vous que cette manière de comprendre notre mot d'ordre soit juste ? » demanda Lénine.

– « Oui », répondis-je,

– « Dans ce cas, les paysans de votre région ont subi la contagion de l'anarchisme », me dit-il.

– « Est-ce un mal ? » demandai-je,

– « Ce n'est pas ce que je veux dire. Au contraire, il faudrait s'en réjouir, car cela hâterait la victoire du communisme sur le capitalisme et son pouvoir.

– C'est flatteur pour moi », répondis-je à Lénine en me retenant pour ne pas rire.

– « Non, non, je prétends très sérieusement que ce phénomène social dans la vie des masses paysannes hâterait la victoire du communisme sur le capitalisme », répéta Lénine, ajoutant : « Mais je pense que le phénomène n'a pas été spontané ; il est un effet de la propagande anarchiste et ne tardera pas à disparaître. Je suis même porté à croire que cet état d'esprit battu en brèche par la contre-révolution triomphante avant d'avoir eu le temps d'engendrer une organisation, a déjà disparu. »

Je fis remarquer à Lénine qu'un chef politique ne doit jamais se montrer pessimiste ou sceptique.

– « Ainsi, selon vous, dit Sverdlov m'interrompant, il faudrait encourager ces tendances anarchistes dans la vie des masses paysannes ? »

– Oh ! votre parti ne les encouragera pas », répondis-je. Lénine saisit la balle au bond :

– « Et pourquoi devrait-on les encourager ? Pour diviser les forces révolutionnaires du prolétariat, frayer la voie à la contre-révolution et en fin de compte monter nous-mêmes avec le prolétariat à l'échafaud ? »

Je ne pus me dominer et, avec un accent de nervosité dans la voix, je fis remarquer à Lénine que l'anarchisme et les anarchistes n'aspiraient pas à la contre-révolution et n'y conduisaient pas le prolétariat.

– « Est-ce vraiment ce que j'ai dit ? » me demanda Lénine et il ajouta : « J'ai voulu dire que les anarchistes, manquant d'organisations de masse, ne sont pas en mesure d'organiser le prolétariat et les pay-





sans pauvres et, par conséquent, de les soulever pour défendre, au sens large du terme, ce qui a été conquis par nous tous et qui nous est cher.»

L'entretien porta ensuite sur les autres questions posées par Lénine. À l'une d'elles : « Les unités de gardes rouges et le courage révolutionnaire avec lequel elles défendirent nos conquêtes communes », Lénine m'obligea à répondre aussi complètement que possible. Manifestement la question le tracassait ou bien lui rappelait ce que les formations de gardes rouges avaient récemment accompli en Ukraine, atteignant soi-disant avec succès les objectifs que Lénine et son parti s'étaient fixés et au nom desquels ils les avaient envoyés de Petrograd et autres grandes villes lointaines de Russie. Je me souviens de l'émotion de Lénine, l'émotion qui ne pouvait se manifester que chez un homme qui vivait passionnément la lutte contre l'ordre social qu'il haïssait et voulait vaincre, quand je lui dis :

— « Ayant participé au désarmement de dizaines de cosaques retirés du front allemand à la fin de décembre 1917 et au début de 1918, je suis bien renseigné sur la "bravoure révolutionnaire" des unités de l'Armée rouge et en particulier de leurs chefs. Or il me semble, camarade Lénine, que, vous basant sur des renseignements de seconde et même de troisième main, vous l'exagérez.

— Comment ça? Vous la contestez? » me demanda Lénine.

— « Les unités de gardes rouges ont fait preuve d'esprit révolutionnaire et de courage, mais pas autant que vous le décrivez. La lutte des gardes rouges contre les haïdamaks de la Rada centrale et, surtout, contre les troupes allemandes a connu des moments où l'esprit révolutionnaire et la bravoure, ainsi que l'action des gardes rouges et de leurs chefs, se sont révélés très faibles. Certes, dans bien des cas, il y a lieu, selon moi, de l'attribuer au fait que les détachements de gardes rouges avaient été formés à la hâte et employaient contre l'ennemi une tactique qui ne ressemblait ni à celle des groupes de partisans ni à celles des unités régulières. Vous devez savoir que les gardes rouges, qu'ils fussent nombreux ou pas, menaient l'attaque contre l'ennemi en se déplaçant sur les voies ferrées. À dix ou quinze verstes d'une ligne de chemin de fer, le terrain était inoccupé; pouvaient y circuler librement les défenseurs de la révolution ou de la contre-révolution. Pour cette raison, les attaques par surprise réussissaient presque à tout coup. Ce n'est qu'au bord des nœuds ferroviaires, des villes ou des bourgs desservis par le chemin de fer que les formations de gardes rouges organisaient un front et de là se lançaient à l'attaque. Mais l'arrière et les environs immédiats de la localité menacée par l'ennemi restaient sans défenseurs. L'action offensive de la révolution en subissait le contrecoup. Les unités de gardes rouges avaient à peine fini de diffuser leurs appels dans une

région que les forces contre-révolutionnaires passaient à la contre-offensive et bien souvent obligeaient les gardes rouges à battre en retraite, derechef dans leurs trains blindés. Si bien que la population des campagnes ne les voyait même pas. Et dès lors ne pouvait les appuyer.

— Que font les propagandistes révolutionnaires dans les campagnes? Ils n'arrivent donc pas à tenir prêts les prolétaires ruraux pour compléter en troupes fraîches les unités de gardes rouges passant dans leur voisinage, ou pour former de nouveaux corps francs de gardes rouges et occuper des positions aux fins de combattre la contre-révolution », me demanda Lénine.

— « Ne nous emballons pas. Les propagandistes révolutionnaires sont peu nombreux dans les campagnes et ne peuvent faire grand-chose. Or, tous les jours arrivent dans les villages des centaines de propagandistes et d'ennemis secrets de la révolution. Dans beaucoup de localités, il ne faut pas s'attendre à ce que les propagandistes révolutionnaires fassent surgir de nouvelles forces de la révolution et les organisent pour les opposer à la contre-révolution. Notre époque, dis-je à Lénine, réclame des actions décisives de tous les révolutionnaires et cela dans tous les domaines de la vie et de la lutte des travailleurs. Ne pas en tenir compte, surtout chez nous, en Ukraine, c'est permettre à la contre-révolution groupée derrière l'hetman de se développer à son gré et d'affermir son pouvoir. »

Sverdlov portait ses yeux tantôt sur moi, tantôt sur Lénine et souriait de satisfaction.

Quant à Lénine, il tenait ses doigts entrelacés et, inclinant la tête, réfléchissait. Se redressant, il me dit :

– « Tout ce que vous venez de me dire est bien regrettable. »

Et se tournant vers Sverdlov il ajouta : « En refondant les unités de gardes rouges dans l'Armée rouge nous sommes dans le bon chemin, celui qui mène à la victoire définitive du prolétariat sur la bourgeoisie. »

– « Oui, oui », répondit vivement Sverdlov. Lénine me dit ensuite :

– « Quel travail comptez-vous faire à Moscou ? »

Je répondis que je n'étais pas là pour longtemps. Conformément à la décision de la Conférence des groupes de partisans tenue à Taganrog, je devais être de retour en Ukraine dans les premiers jours de juillet.

– « Clandestinement ? » me demanda Lénine.

– « Oui », répondis-je.

S'adressant alors à Sverdlov, Lénine fit cette réflexion :

– « Les anarchistes sont toujours pleins d'abnégation, ils sont prêts à tous les sacrifices ; mais fanatiques aveugles, ils ignorent le présent pour ne penser qu'au lointain avenir. »

Et en me priant de ne pas prendre cela pour moi, il ajouta :

– « Je vous considère, camarade, comme un homme ayant le sens des réalités et des nécessités de notre époque. S'il y avait en Russie ne fût-ce qu'un tiers d'anarchistes tels que vous, nous, communistes, serions prêts à marcher avec eux à certaines conditions et à travailler en commun dans l'intérêt de l'organisation libre des producteurs. »

À cet instant, je sentis sourdre en moi un sentiment de profonde estime pour Lénine, alors que récemment encore j'avais la conviction qu'il était responsable de l'anéantissement des organisations anarchistes de Moscou, ce qui avait été le signal de l'écrasement de celles-ci dans beaucoup d'autres villes. Et dans mon for intérieur, j'eus honte de moi-même. Cherchant la réponse que je devais faire à Lénine, je lui dis à brûle-pourpoint :

– « La révolution et ses conquêtes sont chères aux anarchistes communistes ; et c'est la preuve qu'à ce point de vue-là, ils se ressemblent tous. »

– Oh, ne venez pas nous dire ça, rétorqua Lénine en riant, nous connaissons les anarchistes aussi bien que vous. Pour la plupart, ils n'ont aucune notion du présent, ou en tout cas, ils s'en soucient très peu ; or le présent est si grave que n'y pas penser ou ne pas prendre position d'une manière positive vis-à-vis de lui est pour un révolutionnaire plus que honteux. La majeure

partie des anarchistes ont leurs pensées tournées vers l'avenir et lui consacrent leurs écrits, sans chercher à comprendre le présent : et cela aussi nous sépare d'eux. »

Sur ces mots, Lénine se leva de son fauteuil et, marchant de droite à gauche, il ajouta :

– « Oui, oui, les anarchistes sont forts par les idées qu'ils se font de l'avenir dans le présent, ils n'ont pas les pieds sur terre ; leur attitude est lamentable et cela parce que leur fanatisme dépourvu de contenu fait qu'ils sont sans liens réels avec cet avenir. »

Sverdlov eut un sourire malicieux et, se tournant vers moi, il me dit :

– « Vous ne pouvez le contester. Les réflexions de Vladimir Ilitch sont justes. »

– Les anarchistes ont-ils jamais reconnu leur manque de réalisme dans la vie "présente" ? Ils n'y songent même pas », s'empressa d'ajouter Lénine.

Répondant à cela, je dis à Lénine et Sverdlov que j'étais un paysan à demi illettré et que je ne voulais pas discuter l'opinion pour moi trop savante que Lénine venait d'émettre sur les anarchistes.

– « Mais je dois vous dire, camarade Lénine, que votre assertion, à savoir que les anarchistes ne comprennent pas "le présent", qu'ils n'ont pas de liens réels avec lui, etc., est foncièrement erronée. Les anarchistes communistes d'Ukraine (ou du "sud de la Russie", puisque vous, communistes bolcheviques, vous efforcez d'éviter le mot Ukraine), les anarchistes communistes, dis je, ont déjà donné un grand nombre de preuves qu'ils sont de plain-pied dans "le présent". Toute la lutte de la campagne révolutionnaire ukrainienne contre la Rada centrale a été menée sous la direction idéologique des anarchistes communistes et en partie des SR (qui, à vrai dire, assignaient de tous autres objectifs que les nôtres, anarchistes communistes, à leur lutte contre la Rada). Vos bolcheviques n'existent pour ainsi dire pas dans nos campagnes ; ou, s'il s'en trouve, leur influence est infime. Presque toutes les communes ou associations paysannes en Ukraine ont été formées à l'instigation des anarchistes communistes. Et la lutte à main armée de la population laborieuse avec la contre-révolution en général, et la contre-révolution incarnée par les armées d'invasion austro-hongroises et allemandes, a été entreprise sous la direction idéologique et organique exclusive des anarchistes communistes. Certes, il n'est pas dans votre intérêt de parti de mettre tout cela à notre actif, mais ce sont là des faits que vous ne pouvez contester. Vous connaissez parfaitement, je suppose, les effectifs et la capacité combative des corps francs révolutionnaires d'Ukraine. Ce n'est pas sans raison que vous avez évoqué le courage avec lequel ils ont héroïquement défendu nos conquêtes révolutionnaires communes. Parmi eux, une bonne moitié a combattu sous le drapeau anarchiste. Mokrousov, M. Nikiforova, Tchérédniak, Garine, Tcherniak, Lounev et beaucoup d'autres commandants de corps francs qu'il serait trop long d'énumérer sont tous des anarchistes communistes. Je ne parle pas de moi, du groupe auquel j'appartiens et de tous les autres groupes de partisans et "bataillons de volontaires" pour la défense de la révolution que nous avons formés et qui n'ont pu être ignorés du commandement des gardes rouges. Tout cela montre avec une force suffisante à quel point, camarade Lénine, est erronée votre allégation, à savoir que nous, anarchistes communistes, n'avons pas les pieds sur terre, que notre attitude dans « le présent » est lamentable, bien que nous aimions beaucoup penser à





“l’avenir”. Ce que je vous ai dit au cours de notre entretien ne peut être mis en doute, car c’est la vérité. L’exposé que je vous ai fait contredit les conclusions que vous émettez sur nous, et tout le monde, vous y compris, peut y voir la preuve que nous sommes de plain-pied dans “le présent”, que nous y travaillons en cherchant en lui ce qui nous rapproche de l’avenir, auquel, en effet, nous pensons et très sérieusement.»

À ce moment, je regardai Sverdlov. Il devint rouge, mais continua à me sourire. Quant à Lénine, il dit, écartant les bras :

– « Il se peut que je me trompe.

– Oui, oui, en l’occurrence, camarade Lénine, vous avez été trop sévère pour nous, anarchistes communistes, simplement, je crois, parce que vous êtes mal informé de la réalité ukrainienne et du rôle que nous y jouons.

– Peut-être, je ne le conteste pas. Qui d’ailleurs est à l’abri de l’erreur, surtout dans la situation où nous sommes? » répondit Lénine.

Et se rendant compte que j’étais devenu un peu nerveux, il s’efforça paternellement de me tranquilliser en faisant dévier très adroitement l’entretien sur un autre sujet. Mais mon mauvais caractère, si je peux m’exprimer ainsi, ne me permit pas, malgré tout le respect que m’inspira Lénine au cours de notre conversation, de m’y intéresser davantage. Je me serais offensé. Et malgré le sentiment que j’éprouvais d’avoir en face de moi un homme avec qui il y aurait bien d’autres sujets à aborder ou duquel il y aurait beaucoup à apprendre, mon état d’esprit s’altéra. Mes réponses n’étaient plus aussi détendues; quelque chose en moi s’était rompu et un sentiment pénible m’envahissait. Lénine n’avait pas pu ne pas se rendre compte de ce changement dans mes sentiments. Il s’efforça de le pallier en parlant d’autre chose. Et s’apercevant que je revenais à de meilleures dispositions et que je me laissais gagner par son éloquence, il me demanda soudain :

– « Ainsi vous avez l’intention de regagner clandestinement l’Ukraine?

– Oui », répondis-je.

– « Puis-je vous apporter mon concours?

– Volontiers », dis-je.

S’adressant alors à Sverdlov, Lénine demanda :

– « Qui, chez nous, est maintenant à la tête du service chargé de faire passer nos gars dans le Sud?

– Le camarade Karpenko ou Zatonski », répondit Sverdlov, je vais me renseigner.

Pendant que Sverdlov téléphonait pour savoir qui, de Zatonski ou de Karpenko, était à la tête du service chargé de faire passer les militants en Ukraine pour y travailler clandestinement, Lénine essaya de me persuader que je devais conclure de son attitude à mon égard que la position du parti communiste vis-à-vis des anarchistes n’était pas si hostile que je semblais le croire.

– « Si nous avons été obligés, me dit Lénine, de prendre des mesures énergiques pour déloger les anarchistes de l’hôtel particulier qu’ils occupaient dans a Malaïa Dmitrovka et où ils cachaient certains bandits, locaux ou de passage, la responsabilité n’en incombe pas



à nous, mais aux anarchistes qui s’étaient installés là. D’ailleurs, nous ne les tracassons plus. Vous devez savoir qu’ils ont été autorisés à occuper un autre meuble non loin de la Malaïa Dmitrovka et ils sont libres de travailler comme ils l’entendent.

– Avez-vous des indices, demandai-je au camarade Lénine, établissant que les anarchistes de la Malaïa Dmitrovka auraient donné asile à des bandits?

– Oui, la Commission extraordinaire (Tchéka) les a recueillis et vérifiés. Sinon, notre parti ne l’aurait pas autorisée à prendre des mesures », répondit Lénine.

Entre-Temps Sverdlov était revenu s’asseoir avec nous et il annonçait que le camarade Karpenko était bien à la tête du service chargé des passages, mais que le camarade Zatonski était lui aussi au courant de tout. Lénine s’écria aussitôt :

– « Voilà, camarade, passez demain, après-demain ou quand vous voudrez chez le camarade Karpenko et demandez-lui tout ce dont vous aurez besoin pour rega-

gner clandestinement l’Ukraine. Il vous donnera un itinéraire sûr pour traverser la frontière.

– Quelle frontière? » demandai-je.

– « Vous n’êtes pas au courant? Une frontière a été établie entre la Russie et l’Ukraine. Ce sont les troupes allemandes qui la gardent, dit Lénine énérvé.

– Vous considérez pourtant l’Ukraine comme “le sud de la Russie”? » répondis-je.

– « Considérer est une chose, camarade, et dans la vie avoir les yeux bien ouverts en est une autre », rétorqua Lénine.

Et avant que j’aie eu le temps de riposter, il ajoutait :

– « Vous direz au camarade Karpenko que c’est moi qui vous envoie. S’il a des doutes, il n’aura qu’à me téléphoner. Voici l’adresse où vous pourrez le voir. »

Debout maintenant tous les trois, nous nous serrâmes la main et après un échange de remerciements, apparemment chaleureux, je sortis du cabinet de Lénine. **N. M.**

# Un regard noir sur la **révolution** syrienne



**SHADI ABU FAKHER**, Rudi Othman et Assem Hamsho. Trois noms. Derrière ces noms, trois réfugiés politiques syriens. Et, avant tout, trois militants qui nous livrent un témoignage poignant sur la guerre en Syrie. Présents dès les premiers jours des émeutes à Damas, certains en étant même les instigateurs, leur récit permet de comprendre le basculement menant à la révolution. Dans le film documentaire *Le Chemin de la liberté. Paroles de révolutionnaires syriens*, la réalisatrice Naïssam Jalal et le réalisateur Samuel Lehoux recueillent les histoires politiques et personnelles de camarades qui luttent pour leur émancipation et pour la liberté.

Peu d'informations fiables sur la guerre civile syrienne circulent dans les médias. Les informations ont créé l'image de deux camps s'affrontant, l'un fidèle au dictateur Bachar el-Assad et l'autre composé d'extrémistes religieux. Or, grâce à ces témoignages, on découvre une réalité prenant à contre-pied les analyses courantes sur la révolution syrienne. La révolution syrienne est une révolution non pas menée par les élites, mais par le peuple. Une révolution ayant des bases politiques

laïques et non pas religieuses. Une révolution portée par une jeunesse œuvrant pour son émancipation. Et, au fur et à mesure de l'avancée de la narration, la répression par le régime, puis la récupération par les extrémistes religieux se dévoilent.

Le style du film est certes en lui-même un peu faible. Un montage découpe les témoignages pour nous les donner à voir dans une chronologie linéaire, ce qui reste assez classique. L'étalonnage<sup>1</sup> n'est pas toujours au rendez-vous. Il ne s'agit clairement pas d'un film de réalisateurs «professionnels». Ne regardez pas *Le Chemin de la liberté* en vous attendant à une œuvre esthétique. Mais, dans le cas de ce documentaire, ce n'est pas, à mon sens, le plus important.

Ici, il n'y a ni acteurs, ni scénario, ni faux-semblant. Et c'est cela qui touche le spectateur, c'est cela qui m'a touchée. Shadi, Rudi et Assem se livrent entièrement à la caméra. Ils revivent face à l'objectif les différents moments de leur lutte, allant jusqu'à décrire les tortures subies lors de leurs différents emprisonnements par le régime. Attention, âmes sensibles s'abstenir.

Si *Le Chemin de la liberté. Paroles de révolutionnaires syriens* n'est pas une œuvre d'art, l'émotion transmise par ces «paroles» se suffit à elle-même. Et, si l'on veut comprendre les enjeux de cette révolution syrienne, ce film constitue une excellente source d'information.



**Violette**

*Groupe Isaac-Asimov*

1. Étalonnage : opération qui consiste à harmoniser les différents plans une fois le film monté, afin de raccorder des plans qui, souvent, ne sont pas tournés au même moment. Il est courant de devoir légèrement modifier la couleur, la densité d'un plan par rapport à un autre pour aider au raccord.

Naïssam Jalal, Samuel Lehoux, *Le Chemin de la liberté. Paroles de révolutionnaires syriens*, France, 2012, 45 min. Film disponible en accès libre et gratuit sur Internet : [www.youtube.com/watch?v=m5R2yUHSQc0](http://www.youtube.com/watch?v=m5R2yUHSQc0)



# Info tour de l'**Anarchist Black** Cross Belarus

ABC Belarus presents:

## Anarchist Black Cross Belarus solidarity infotour April-May 2014

- Presentations about political situation in Belarus
- Sharing experience of solidarity and anti-repression work
- Presentation of week of solidarity with anarchist prisoners

Book event in your country: [belarus\\_abc@riseup.net](mailto:belarus_abc@riseup.net)  
[www.abc-belarus.org](http://www.abc-belarus.org)



**CETTE ANNÉE ENCORE**, l'Anarchist Black Cross Belarus fait une tournée d'information en Europe. Nous avons plusieurs objectifs. Nous voulons présenter la Semaine de solidarité avec les prisonniers anarchistes qui aura lieu fin août 2014. C'est le projet de plusieurs groupes ABC européens qui veulent unir leurs efforts pour soutenir nos camarades en prison.

Nous voulons aussi partager des informations à propos du mouvement anarchiste en Biélorussie. Nous espérons que les histoires des luttes d'autres endroits vous aideront dans vos propres luttes. Il est impossible de parler de mouvement anarchiste en Biélorussie sans mentionner les répressions auxquelles le mouvement fait face et comment on y réagit.

Nous souhaiterions discuter de votre expérience de la répression et de ce qui vous aide à y faire face.

Le fonctionnement de l'ABC nécessite constamment de l'argent, aussi nous souhaiterions collecter des fonds pour aider les prisonniers, en payant leurs avocats, des

livres et de la cantine. Nous avons aussi besoin d'argent pour imprimer de la propagande.

### Le programme de la soirée

Présentation :

- La situation actuelle du mouvement anarchiste en Biélorussie.
- La situation actuelle de la répression en Biélorussie.
- La semaine de solidarité avec les prisonniers anarchistes.
- Discussion sur l'antirépression et le travail de solidarité au sein du mouvement anarchiste.
- Écriture de lettres et de cartes postales.

### Dates de la tournée en France

- 14 avril à Nancy, CCAN 69, rue Mon-Desert, 54000 Nancy.
- 15 avril à Bruxelles, Acrata, 32, rue de la Grande-Île.
- 17 avril à Lille, CCL, 4, rue de Colmar.
- 18 avril à Paris, Transfo, 57, avenue de la République, à Bagnolet.

19 avril à Paris, librairie Publico, 145, rue Amelot.

21 avril à Brest, lieu à définir.

22 avril à la ZAD.

23 avril à Angers, l'Étincelle, 26, rue Maillé.

24 avril à Bordeaux, l'Oukaze, 38, rue du Marechal-Lyautey.

25 avril à Pau, La Tor deu Borreu, 2, rue de la Fontaine.

12 mai à Toulouse, lieu à définir.

13 mai à Alès, la Rétive, 42, rue du Faubourg-d'Auvergne.

14 mai à Montpellier, la Mauvaise Réputation, 20, rue Terral.

15 mai à Valence, le Laboratoire.

16 mai à Grenoble, BAF, 2, chemin des Alpains.

17 mai à Saint-Étienne, Avatarium, musée de la Mine.

19 mai à Clermont-Ferrand, Hôtel des Villes, 55, avenue de l'Union-Soviétique.

21 mai à Lyon, lieu à définir.

22 mai à Dijon, Snack Friche (quartier Lentillières), rue Philippe-Guignard.



## Jeudi 3 avril

10 h 00 > 12 h 00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

20 h 30 > 22 h 30 **Jazzlib'.** Le jazz dans tous ses états. La deuxième partie de l'entretien avec Henri Texier.

## Vendredi 4 avril

14 h 30 > 16 h 00 **Les oreilles libres.** Fred Poulet est l'invité de cette émission. Qui est Fred Poulet? Est-il peintre? Est-il chanteur? Est-il cinéaste? Est-il footballeur? Est-il épicier? Est-il cosmonaute?

## Dimanche 6 avril

10 h 00 > 12 h 00 **Un peu d'air frais.** Nous avons sélectionné trois productions dont le premier prix Longueur d'ondes.

## Lundi 7 avril

11 h 00 > 13 h 00 **Lundi matin.** Infos et revue de presse.

16 h 00 > 18 h 00 **Trous noirs.** Comment les nucléocrates apprennent à «gérer» les populations après les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima, avec Kolin Kobayaski, écrivain, vidéaste, journaliste japonais.

## Mardi 8 avril

11 h 00 > 12 h 30 **Artracaille.** Déambulation qui fera le grand écart entre l'Afrique et l'Océanie avec un regard particulier sur l'art Aborigène.

18 h 00 > 19 h 30 **Idéaux et débats.** Tahar Ben Jelloun pour *L'Ablation* (Gallimard), puis nous entendrons un entretien réalisé avec Shumona Sinha pour son roman *Calcutta* (L'Olivier).

19 h 30 > 20 h 30 **Parole d'associations.** Les Beaux Esprits avec Stéphane Richez et Martial Bort en concert dans le studio.

## Mercredi 9 avril

18 h 30 > 20 h 30 **Femmes libres.** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Frédérique et Marthe organisent la 2<sup>e</sup> édition du festival Massimadi, festival des films et documentaires LGBT d'Afrique et de ses diasporas du 9 au 11 mai 2014 à Bruxelles.

20 h 30 > 22 h 30 **Ras les murs.** Actualité des luttes des prisonniers qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.



# Salon du Livre Libertaire

## 9-10-11 mai 2014

Espace d'animation des Blancs-Manteaux

PARIS IV<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Saint Paul

Lire, c'est déjà désobéir

Entrée à prix libre

Renseignements : SLL, 145 rue Amelot 75011 PARIS - M<sup>o</sup> Filles du Calvaire  
Programme : <http://salonlivrelibertaire.cybertaria.org/>

# ni Dieu ni maître ni Etat ni patron

## Fédération anarchiste

rue Amelot 75011 Paris  
[federation-anarchiste.org](http://federation-anarchiste.org)



# AGENDA

## Jeudi 3 avril

### Saint-Denis (93)

10 heures. Présentation du livre *Penser la violence des femmes* par un des auteurs suivie d'une discussion. 2, rue de la Liberté.

## Vendredi 4 avril

### Dijon (21)

18h30. Projection du film *Visiblement je vous aime* de J.-Michel Carré, suivi d'une réunion publique sur les lieux de vie alternatifs comme réponse à la psychiatrie classique. Avec Claude Sigala (éducateur militant). Organisation: FA Dijon, les voix sans maître, et l'Anarchist Black Cross Dijon. Maison des associations, 2, rue des Corroyeurs. Entrée libre.

### Besançon (25)

20h30. Réunion publique. Jean-Marc Rouillan nous parle de la prison. Librairie l'Autodidacte. 5, rue Marulaz.

### Choisy-le-Roi (94)

19h30. Débat avec Grégory Chambat sur le thème «Quelle pédagogie pour quelle société?». 27, boulevard des Alliés.

## Samedi 5 avril

### Laon (02)

20h30. Réunion publique organisée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste sur le thème de la transition énergétique. Intervention de Jean-Pierre Tertrais suivie d'un débat. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Maison des associations, rue du Bourg. Ville haute (Face à la mairie).

### Marseille (13)

17 heures. La presse alternative par Mimmo Pucciarelli. Actes du colloque «La presse alternative entre la culture de l'émancipation et les chemins de l'utopie». Centre international de recherches sur l'anarchisme, 50, rue Consolat. Entrée libre

### Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat avec le Droit au logement autour du documentaire *Les Découpés du XIX<sup>e</sup>*. Rue Pradier, dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les habitants d'un ensemble d'immeubles se mobilisent pour sauver leur logement de la vente à la découpe. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

### Versailles (78)

17 heures. Rencontre avec François Ruffin autour de *Vive la banqueroute*. 4, avenue de Paris.

## Dimanche 6 avril

### Saint-Denis (93)

14 heures. Présentation sur le thème «C'est quoi un féminisme de classe et populaire?». 9, rue Génin.

### Saint-Denis (93)

15 heures. Conférence-débat avec Laurent Bihl autour de *Cachez ce dessin que je ne saurais voir*. 22 bis, rue Gabriel-Péri.

## Mardi 8 avril

### Chambéry (73)

19 heures. Apéro dînatoire, projection du documentaire *Ne vivons plus comme des esclaves* et débat avec le réalisateur Yannis Youlountas. Soirée à prix libre. Salle Jean-Renoir, 30, rue Nicolas-Parent.

## Jeudi 10 avril

### Rennes (35)

19 heures. Café *Diplo* autour de l'article de Frédéric Lordon «Les entreprises ne créent pas l'emploi». 48, rue de Saint-Brieuc.

## Samedi 12 avril

### Paris XVIII<sup>e</sup>

15 heures. Lecture du livre de Jean Amila *Vers les Hurlus*. 19, rue Tristan-Tzara.

## Vendredi 4 avril

### Paris XVIII<sup>e</sup>

19 heures. Conférence. La chimie est une science qui traite des interactions et des réactions entre les atomes ou les molécules. Les résultats de cette discipline ont, comme on le sait, été appliqués par l'industrie pour former de nouveaux procédés et d'une part satisfaisante à la vieille et illusoire injonction de progrès et d'autre part, surtout, à l'accomplissement par l'économie de marché de la recherche du profit. Aujourd'hui, de nombreux secteurs sont dépendants des procédés chimiques: métallurgie (fer, or, uranium...), pétrochimie, agriculture, alimentaire, pharmaceutique, BTP, peinture, textile, papetière, électronique, recyclage. Or les ouvriers et techniciens de ces entreprises courent un risque, supposément contrôlé par des normes, celui où les produits manipulés interagissent avec leurs corps. En outre, les produits issus de ces industries ne sont pas exempts d'un défaut: la dégradation spontanée des matériaux expose parfois les utilisateurs à des intoxications plus ou moins graves et plus ou moins réversibles. Enfin, il faut noter que certaines de ces industries n'hésitent pas à relâcher les déchets chimiques – qui ne leur sont plus d'aucune valeur marchande – dans l'air, l'eau ou les sols, quand ce n'est pas à dessein (par exemple les engrais). Face à ces problèmes, il est nécessaire de comprendre certaines notions de chimie élémentaire. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.



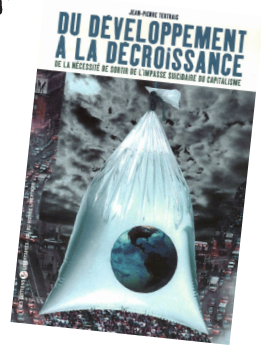


# RÉUNION PUBLIQUE

## LA **TRANSITION ÉNERGÉTIQUE,** **OUI** MAIS LAQUELLE?

Avec **JEAN-PIERRE TERTRAIS** auteur de

**"DU DÉVELOPPEMENT  
À LA DÉCROISSANCE"**  
(Editions Libertaires)



organisée par le groupe  
P. Kropotkine de la  
Fédération Anarchiste

<http://kropotkine.cybertaria.org>

**ENTRÉE LIBRE  
ET GRATUITE  
TABLE DE PRESSE**

**SAMEDI  
5 AVRIL  
2014**

**À 20H30  
LAON (02)**

Maison des associations  
rue du bourg  
(ville haute - face à la Mairie)